

Repenser
demain

FORUM ÉCONOMIQUE des îles de l'océan Indien

13^{ème} édition

Rapport final
Actes du 13^e FEIOI



SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 13^e FEIOI : objectifs & contenus | 03 |
| Méthodologie des actes du forum | 04 |
| Séquence d'ouverture | 05 |
| Thématiques & panels | 15 |
| Sessions & échanges | 36 |
| Mises en perspective | 40 |
| Conclusion | 54 |

13^E FEIOI OBJECTIFS & CONTENUS

Le thème de la 13^e édition : « Repenser demain » qui s'est déroulée du 11 au 13 octobre 2022 traduisait l'ambition du secteur privé régional de réfléchir aux défis qui l'attendent.

L'objectif principal était de donner une nouvelle impulsion à la coopération régionale pour veiller à une relance économique juste, durable et résiliente dans les territoires de la zone, tous durement touchés par les effets de la pandémie de Covid-19.

Une douzaine de tables rondes étaient au programme, en sus des cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi que deux séances plénières le 11 octobre. Le programme fut réalisé comme prévu.

Les principales thématiques et sessions de cette 13^e édition étaient les suivantes :

DEMAIN SERA BLEU CAR...

...L'OCÉAN NOUS UNIT

Le commerce régional sera intégré : Transport maritime, Commerce régional

Notre océan vital sera préservé : L'économie bleue, Opportunités innovantes

DEMAIN SERA PLUS INTELLIGENT EN MISANT SUR...

...UNE APPROCHE RÉGIONALE :

Souveraineté alimentaire, Offre touristique régionale durable

...LA DÉCARBONATION DE NOS ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

par une planification concertée

CETTE TRANSITION VERS DEMAIN SERA ACCÉLÉRÉE PAR...

... LA FINANCE VERTE ET À IMPACT

...L'ACCÈS DES START-UPS ET PARTICULIERS AU FINANCEMENT

MÉTHODOLOGIE DES ACTES DU 13^E FEIOI

PARTIR DES THÉMATIQUES



PRÉCISER LES PROBLÉMATIQUES



CONSTRUIRE LA RÉPONSE CATÉGORIQUE

La méthodologie retenue pour ce rapport consiste dans l'équilibre entre une restitution des échanges et l'analyse des conclusions, à l'aune de l'ambition du 13^e FEIOI et de ses quatre prochaines éditions : faciliter le débat entre acteurs économiques de la région et faciliter l'action régionale des acteurs économiques pour une relance économique juste, durable et résiliente.

C'est donc des classements, restitutions, évaluations de criticité et maturité des recommandations qui permettront d'approfondir la réflexion ou de la faire aboutir par des projets.

SÉQUENCE D'OUVERTURE

**Discours de
Mme Joséphine
Andriamamonjiarison,
Présidente de Cap Business
Océan Indien**
1/2



Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup d'enthousiasme et d'optimisme que je m'adresse à vous aujourd'hui pour l'ouverture du 13^e Forum économique des îles de l'océan Indien.

En 2019, en nous disant au revoir à l'issue de la 12^e édition à La Réunion, nous étions loin de nous douter qu'une pandémie allait bouleverser l'économie mondiale, n'épargnant aucun pays. Et encore moins les nôtres ! Cette crise sanitaire a mis en exergue, comme jamais auparavant, les limites de nos modèles de développement. Les répercussions du conflit russo-ukrainien n'ont fait que confirmer ce diagnostic, nous rappelant que la relance que nous construisons doit être juste, durable et résilient.

La conjoncture est complexe, mais je dirais surtout qu'elle est propice, propice au dialogue et aux échanges constructifs entre les différents partenaires de développement. En effet, nous avons désormais le recul nécessaire pour analyser les chocs qu'ont subis nos économies, afin de trouver les solutions collectives à nos vulnérabilités communes.

La souveraineté alimentaire et énergétique n'a jamais été aussi présente au cœur du débat public. Notre dépendance aux importations pour nos matières premières n'a jamais été autant soulignée, surtout que nombre de ces produits peuvent être trouvés dans la région.

Au sein de Cap Business Océan Indien, nous sommes conscients de la mission qui nous incombe, celle de réunir l'ensemble des acteurs économiques de la région autour de la table. Nous nous engageons à accompagner la réflexion de sorte à ce qu'elle débouche sur un nouveau paradigme. Au vu des défis qui nous attendent, tels que le défi climatique, nous devons revoir nos modes de production et nous reposer sur la complémentarité qui existe entre nos îles.

Cette réflexion, notre association l'a été initiée dès avril 2021 en validant sa Feuille de route 2021-2026. Publié en novembre dernier, ce document stratégique identifie les grands axes stratégiques autour desquels nous souhaitons travailler. Ces trois jours seront pour nous l'occasion d'écouter l'ensemble des partenaires, et en premier lieu les entreprises. Ce forum est l'occasion de faire remonter des informations du terrain et d'avoir des discussions franches, susceptibles de déboucher sur des recommandations concrètes.



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de

Mme Joséphine

Andriamamonjiarison,

Présidente de Cap Business

Océan Indien

2/2



Les débats qui auront lieu au cours des trois jours à venir feront l'objet d'un rapport économique exhaustif, dont le contenu alimentera les plans d'action sectoriels de Cap Business Océan Indien.

Notre réponse aux défis doit être structurée ; nous devons être conscients que les actions devront être mises en œuvre sur le temps long, d'où l'importance d'un dialogue continu et dynamique. De son côté, Cap Business Océan Indien s'engage à appuyer les initiatives à travers une méthode et des outils, tels que des cycles de conférences, des études complémentaires pour identifier des opportunités, ou encore des formations. D'ailleurs, nous proposerons très bientôt un cours d'introduction à la comptabilité naturelle à des experts-comptables et responsables RSE de la région.

Dans l'économie bleue, nous effectuerons prochainement un recensement des offres de formation disponibles dans la région. L'idée est d'identifier de possibles lacunes pour ensuite y remédier par le biais de mesures appropriées, conçues et mises en œuvre avec l'ensemble des parties prenantes. Des études seront également financées pour mieux cerner le potentiel de certaines filières spécialisées, telles que la biotechnologie marine.

Si notre association se veut un catalyseur de ce changement, ce sont bien les entreprises qui le porteront. Ce sont elles qui sont porteuses de solutions et d'innovation pour valoriser des secteurs clés. Le potentiel économique et commercial de la région est immense. Le secteur privé a un rôle important à jouer pour que ce potentiel puisse être exploité intelligemment afin de ne pas compromettre l'avenir des générations futures. Pour reprendre Albert Camus, «la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent ».

Avant de conclure, permettez-moi de remercier l'Agence française de développement pour son soutien indéfectible, à la fois technique et financier.

Un grand merci également à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, qui nous accueille cette année, ainsi qu'à tous les partenaires et sponsors, sans qui ce grand rendez-vous n'aurait pas été possible.

Je n'ai aucun doute que ces trois prochains jours marqueront un temps fort de la coopération économique dans la zone.

Je vous remercie de votre attention.



SÉQUENCE D'OUVERTURE

**Discours de
Mme Patricia Aubras,
Directrice régionale
océan Indien de l'AFD**

1/4



Chers amis et partenaires, tout protocole observé, Bonjour à toutes et à tous,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous remercier de votre présence à l'ouverture du 13^{ème} Forum économique des îles de l'Océan Indien qui nous invite à « repenser demain ».

Je voudrais en premier lieu saluer l'engagement de Cap Business OI au service des coopérations régionales et du développement de notre belle région.

Cap Business a mené à bien une refonte stratégique afin d'embrasser les défis communs de l'océan Indien ; elle a su créer et développer autour d'elle une dynamique de dialogue, ouvrant ainsi la voie à une fédération des secteurs privés de la région.

La pandémie de Covid-19 a mis en exergue les grands enjeux de développement auxquels font face nos territoires, étant donné leur taille, leur insularité, leur éloignement des grands centres d'activité économique, et leurs vulnérabilités.

Cap Business OI accompagne le secteur privé régional dans la définition et la mise en œuvre d'une relance économique post-covid plus juste, plus solidaire, plus durable qui concilie l'emploi, l'innovation et l'intégration des enjeux environnementaux (lutte contre le changement climatique, préservation des écosystèmes), au cœur des modèles de production, d'échange et de consommation. Cap Business place le rôle du secteur privé au cœur de l'enjeu d'un développement de nos territoires combinant performance et résilience, sans sacrifier la seconde à la première.

Cap Business a compris l'urgence pour les entreprises d'être un acteur de premier plan de cette transition écologique et sociale. Elle l'incarne en la déclinant à travers toute son organisation, en la déployant auprès de ses membres et au travers de coopérations économiques régionales.

Le recentrage et le développement des chaînes de valeurs à un échelon régional peut être un puissant vecteur de création de richesse, d'emploi et de résilience pour les pays de la zone afin de leur permettre de relever des défis, qu'on pense aux dérèglements climatiques, à la sécurité énergétique, à la décarbonation de nos économies, à la sécurité alimentaire, et bien sûr au bien-être des populations en intégrant les plus fragiles et donnant une place plus grande aux femmes. Tout cela dans un contexte



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de
Mme Patricia Aubras,
Directrice régionale
océan Indien de l'AFD

2/4



d'empilement de crises globales, dont les conséquences sont toujours plus d'actualité pour le développement de nos territoires insulaires.

Par sa nature unique de point focal et de plateforme pour les entreprises de la zone, les représentations des secteurs privés, techniques et consulaires, et d'interlocuteur représentatif du secteur privé au niveau régional, Cap Business joue dans la région océan Indien un rôle pivot pour appréhender et répondre aux mutations de l'économie dans le contexte d'instabilité croissante qui sera le nôtre.

La nouvelle feuille de route 2021-2026 de CAP BuSiNESS est soutenue par l'AFD et des partenaires précieux de l'AFD, l'UE et la Région Réunion avec INTERREG océan Indien, ainsi que l'OIF, et, nous l'appelons de nos vœux, tous ceux qui voudront bientôt être aussi au tour de table.

C'est l'instauration d'un dialogue sectoriel de haut niveau entre les acteurs privés, publics, universitaires et société civile qui est désormais nécessaire pour permettre d'identifier les leviers d'actions pour la transition et pour le développement économique de nos territoires.

Et c'est ce que propose de constituer Cap Business dans le cadre d'un partenariat stratégique avec la Commission de l'océan Indien, avec l'ambition d'activer des plateformes de dialogue sectoriel régional, dont nous pensons qu'elles constitueront un bien commun pour la région.

L'AFD, je tiens à le redire aujourd'hui devant vous, sera un partenaire indéfectible des organisations régionales de l'océan Indien, afin de promouvoir des coopérations régionales au service des biens communs supérieurs que sont la paix et la stabilité, la santé, le climat et la biodiversité.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir de constater qu'une équipe de haut niveau s'est constituée autour de la directrice exécutive de Cap Business, Virginie Lauret, pour dérouler ce programme d'actions ambitieux, sur l'économie bleue, sur la transition bas carbone, l'économie circulaire, le tourisme durable, la biodiversité et le capital naturel. Cap Business a désormais les moyens de ses ambitions, à eux et à vous de transformer l'essai.



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de
Mme Patricia Aubras,
Directrice régionale
océan Indien de l'AFD

3/4



Mesdames et messieurs,

Dans un contexte marqué par les crises mais aussi une prise de conscience croissante de l'interconnexion des enjeux et de l'urgence à agir, le groupe AFD avec ses filiales, Proparco dédiée au financement du secteur privé et Expertise France dédiée à la coopération technique internationale, réitère son engagement aux côtés de Cap Business OI et de l'ensemble du secteur privé régional pour relever les challenges d'aujourd'hui et de demain.

La nouvelle stratégie 2023-2027 du groupe AFD fait écho aux ambitions de Cap Business OI et de notre bassin régional en inscrivant tous nos projets au cœur des 17 ODD et autour de 3 piliers transversaux pour soutenir des transitions économiques, sociales et environnementales durables :

La PLANÈTE et nos enjeux communs pour le climat et la biodiversité

Le DROIT et la DÉMOCRATIE et nos enjeux de défense de nos libertés fondamentales et de participation citoyenne

Le LIEN SOCIAL et nos enjeux d'inclusion et de lutte contre les inégalités

L'approche transversale au cœur de l'Agenda 2030 est, pour le groupe AFD, indispensable pour relever les défis liés à la construction des biens communs de l'humanité.

Confronté à ces défis et à la nécessité de mobiliser de nouveaux moyens et de nouvelles méthodes de travail, le financement du développement a besoin d'un partenariat actif avec le secteur privé. Les entreprises qui font le pari d'un monde en commun doivent être encouragées dans cette direction.

La France met en œuvre de nombreuses actions pour renforcer les partenariats entre ses entreprises et les entreprises africaines. À travers l'initiative Choose Africa, lancée en 2018, l'AFD et Proparco ont décidé de mettre leur expertise et leurs outils de financement et d'accompagnement au service des entreprises. À la fin de l'année 2021, 3 milliards d'euros dont 780 M€ dans le cadre du volet Résilience – étaient déjà engagés au bénéfice de 26 000 start-ups, TPE et PME africaines et de dizaines de milliers de micro- entrepreneurs. Près de 250 partenaires locaux contribuent à la réussite de cette initiative



SÉQUENCE D'OUVERTURE

**Discours de
Mme Patricia Aubras,
Directrice régionale
océan Indien de l'AFD**

4/4



sur l'ensemble du continent africain et 2500 entreprises bénéficient d'un accompagnement technique. Trouver des réponses à ces problématiques requiert, plus que jamais, des approches communes et des coopérations renforcées, ce qui nous permettra de nous appuyer sur nos complémentarités pour construire tous ensemble un monde en commun plus juste et plus durable. Cap Business a besoin de membres et de partenaires engagés pour réaliser cette feuille de route, Cap Business a besoin de vous comme de nous. Car cette transition est notre affaire à tous.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite des échanges dynamiques au cours de ces trois journées tournées vers Demain.



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de
Mme Namita Jagarnath
Hardowar,
Présidente de la MCCI

1/4



Mesdames et Messieurs,

C'est avec une très grande fierté et un grand honneur que je vous souhaite la bienvenue à ce 13^{ème} Forum Économique des Îles de l'océan Indien organisé conjointement par la MCCI, Cap Business océan Indien avec le soutien de l'Agence française de Développement.

J'aimerais saluer spécialement nos invités et participants étrangers de la région voire de plus loin qui ont fait spécialement le déplacement pour participer au Forum. Je remercie également l'ensemble des opérateurs économiques qui sont présents aujourd'hui et ce pour toute la durée de cet événement important pour toute la communauté des affaires de l'Indianocéanie.

Comme nous le savons, cette manifestation devait se tenir en 2020, mais a dû être reportée à cause de la pandémie. Néanmoins, nous sommes ravis d'avoir pu, enfin, organiser cette rencontre. Nous nous réjouissons de vous voir nombreux à cette 13^{ème} édition. La forte présence des représentants des secteur privé et public aussi bien que ceux d'institutions internationales témoigne de la volonté collective de donner un nouveau souffle à la coopération régionale ; un nouveau souffle surtout après la COVID 19 qui a transformé notre manière de voir les choses et notre façon d'opérer.

Mesdames et Messieurs,

Cap Business Océan Indien, dont est constitué les CCI et les organisations intermédiaires de la région océan Indien, a toujours œuvré à l'intégration régionale dans le but de constituer une dynamique économique et commerciale au sein de cette zone, de favoriser la progression des échanges entre les îles et de tisser des liens entre les entreprises.

Le Forum Économique des îles de l'océan Indien, lancé en 2005 à Madagascar, est un outil privilégié au service de cette stratégie, qui vise à faciliter les opérateurs économiques à davantage d'interactions et de transactions commerciales et économiques aussi bien qu'à la promotion des investissements au niveau de la région.

Grâce à l'intérêt que vous portez à cette rencontre, le Forum est, depuis quelque temps déjà, connu comme l'événement phare de la région. C'est une plateforme où les pouvoirs publics, les acteurs éco-



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de

Mme Namita Jagarnath

Hardowar,

Présidente de la MCCI

2/4



nomiques, les représentants d'instances régionales et internationales discutent des enjeux et des défis auxquels nous sommes tous confrontés.

Cette année, nous avons étendu les invitations aux pays du pourtour de l'océan Indien.

Nous sommes heureux de constater qu'il y a des délégués des pays tels que Singapour ou le Kenya parmi nous aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

La présente édition se tient à un moment charnière pour la région. Ce 13^{ème} Forum Economique des îles de l'Océan Indien (FEIOI) revêt une dimension particulière car nous sommes appelés à unir davantage nos efforts et nos ressources pour mieux confronter les séquelles de la crise qui secouent plusieurs économies après la COVID 19.

Ce Forum est une occasion qui nous amène à réfléchir, à remettre en question notre manière d'opérer et de collaborer, à revoir nos habitudes, et à revoir nos priorités.

Le thème de cette 13^{ème} édition est « Repenser demain », thème qui est pertinent et opportun. Le Programme de ces 3 journées du Forum Économique sera ouvert sur une ère faite de nouvelles perspectives de développement économique pour la zone Océan Indien.

Je le disais plus haut : Pour cette édition, nous avons élargi la participation au Forum aux opérateurs de tout le pourtour de l'océan Indien.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souligner ici le rôle clé du secteur privé dans la coopération régionale.

Vu les développements majeurs qui ont lieu dans le paysage économique et commercial dans la région, nous sommes voués à renforcer nos liens en mutualisant nos efforts afin de conquérir de nouveaux marchés.



SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de
Mme Namita Jagarnath
Hardowar,
Présidente de la MCCI

3/4

■ ■ ■
Maurice par exemple, est membre du COMESA (Marché Commun d'Afrique orientale et australe) et de la SADC (Marché commun d'Afrique orientale et australe). Ces deux blocs régionaux représentent un marché de 375 et 560 millions d'habitants respectivement. D'autre part, il y a l'Indian Ocean Rim Association qui regroupe 23 pays membres et avec une population de 2,3 milliards d'habitants. Nous faisons aussi partie aussi de l'African Continental Free Trade Area (AfCFTA), la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF) lancée en 2021, avec ses 1,3 milliards d'habitants et qui vise à promouvoir une meilleure intégration économique dans la zone.

Le niveau de coopération est certes différent selon les blocs régionaux : Cela peut varier d'accords préférentiels commerciaux ou d'accords de libre-échange, aux projets conjoints entre États dans des domaines spécifiques.

Toutefois, quels que soient les projets ou accords signés entre les pays membres, le secteur privé, créateur de richesse, a un rôle clé à jouer.

Donc, les rencontres comme celle-ci sont capitales.

Les échanges entre entreprises de la région visent non seulement à développer de nouvelles opportunités d'affaires intra- régionales mais aussi permettre grâce à des partenariats spécifiques d'aller à la conquête d'autres pays.

Dans ce contexte, il est primordial pour les acteurs économiques de renforcer les liens pour échanger et pour partager le savoir-faire et pour créer des partenariats dans le domaine industriel, ou de la recherche.

Mais, pour que ce soit réussi, il faut un encadrement propice aux affaires. Ainsi, les Pouvoirs publics ont aussi un rôle fondamental à jouer pour promouvoir les affaires. Ils ont la responsabilité de créer un environnement favorable afin d'encourager les opérateurs économiques de mieux s'investir et de prospérer. Le partenariat public/privé est un atout.

La présence ici-même des ministres, des chefs de cabinet au niveau local et de la région démontre que le monde des affaires est 'l'affaire de tout un chacun'.

SÉQUENCE D'OUVERTURE

Discours de
Mme Namita Jagarnath
Hardwar,
Présidente de la MCCI

4/4



Ce forum nous offre ainsi une réelle opportunité de développer une meilleure compréhension de ce que nous devons et pouvons faire pour exploiter au mieux le potentiel réel qui existe.

Les ateliers de travail ont été organisés de telle manière à donner la parole à un maximum d'intervenants et à des experts locaux et internationaux.

Je suis confiante que les recommandations qui seront faites à l'issue des travaux vont ouvrir de nouvelles perspectives pour un nouveau dynamisme au niveau des affaires.

Je vous remercie de votre attention.



THÉMATIQUES & PANELS 1

Commerce régional

COMPOSITION DU PANEL

DRISHTY RAMDENE

Directeur, Secteurs émergents et services,
Economic Development Board of Mauritius

RAJIV SERVANSINGH

Chief Executive Officer, State Trading Corporation (STC)

SOPHIATA SOUFFOU

Première Vice-Présidente,
Chambre de Commerce et d'Industrie de
Mayotte

MATTHEW WILSON

Chief of Special Projects,
International Trade Center

MODÉRATRICE

AMANDA LAM-SUNASSEE

Chambre de Commerce et d'Industrie de
Maurice

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

Quels sont les freins au niveau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement ?

Les principaux freins identifiés par les participants sont : peu d'économie d'échelle, coûts logistiques élevés, barrières tarifaires et non-tarifaires pour protéger des industries domestiques, faible exposition aux nouvelles technologies, coopération régionale limitée entre gouvernements, faible promotion de l'offre régionale, actions de lobbies, manque de main d'œuvre, doutes sur la traçabilité des produits.

Comment pouvons-nous les lever afin d'inviter à plus d'échanges ?

La promotion des accords commerciaux internationaux via la sensibilisation et la formation des acteurs économiques.

Le déploiement de systèmes de détection des barrières tarifaires, notamment via une plateforme online à l'échelle régionale.

L'inspiration de secteurs d'activités régionalement intégrés comme le seafood dont les activités de pêche, conditionnement et exportation notamment sont distribuées entre les territoires de la région. La capacité à accueillir des multinationales à la recherche de sites pour établir leurs centres d'activités régionales. Par exemple : Décathlon et sa plateforme logistique à Maurice.

Tirer avantage des nouvelles contraintes issues des crises internationales, notamment par le sourcing régional pour l'alimentaire via les compagnies d'Etat comme la State Trading Corporation de Maurice, dont les récentes activités se sont tournées vers Madagascar, les Comores et les Seychelles pour des produits de base tels que les haricots (Madagascar) et qui pourrait intégrer des conditions de valeur ajoutée régionale dans son approvisionnement en référence aux récents accords de libre-échange d'Afrique (AfCFTA).

Comment créer des chaînes de valeur régionales et donner les moyens à nos entreprises d'aller à la conquête des grands marchés internationaux ?

La connaissance des marchés voisins dans l'optique d'exploiter la complémentarité entre producteurs.

L'utilisation d'outil pour connaître les opportunités de chaînes de valeur régionales, par exemple la Export Potential Map.

THÉMATIQUES & PANELS 1

Concilier exploitation et préservation des ressources

COMPOSITION DU PANEL THOMAS SBERNA

Coordinateur régional (Afrique de l'Est
et australe) Résilience des côtes et des
océans, Union Internationale pour la Conser-
vation
de la Nature (IUCN)

FRANÇOIS ROGERS

Président, Reef Conservation

PIERRE YVES SEMAESSE

Directeur, Ferme Marine de Mahébourg Ltd

LOUIS BOSSY

Directeur, Ocean Basket Seychelles

COOPER VAN VRAKEN

Directeur, Berring Data Collective
(par visioconférence)

CLÉMENCE PICARD

Animatrice régionale océan Indien, Office
Français de la Biodiversité (OFB)

MODÉRATEUR

YASHVIN NEEHAUL

Chargé de mission Océan, Économie Bleue et
Connectivité maritime, Cap Business Océan
Indien

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

Définition : économie bleue signifie économie océanique avec des indicateurs de RSE.

Comment concilier exploitation et préservation des ressources océaniques ?

Sur le plan de l'impact des activités terrestres sur les espaces marins, les études scientifiques démontrent que les déchets terrestres finissent pour la majorité d'entre eux dans les espaces marins. Parallèlement et notamment pour intégrer cette réalité, une évolution potentielle de la définition de « population côtière » est en discussion au niveau de l'OCDE afin d'élargir son périmètre d'intégration à 80 km à l'intérieur des terres. Pour un pays comme Maurice, cela reviendrait à qualifier la totalité de sa population comme côtière ce qui comporte des interrogations.

La pêche et l'aquaculture sont les principales activités de l'économie océanique dans le Sud-Ouest de l'océan Indien auxquelles font référence les analyses, ce qui les rend particulièrement intéressantes en matière d'économie bleue. Si la pêche en haute mer occupe une place prépondérante, l'aquaculture en est encore à l'échelle d'activité émergente comme en témoigne la Ferme Marine de Mahébourg (FMM) à Maurice. Cette activité a nécessité un long apprentissage d'une vingtaine d'années sur les plans de la recherche scientifique, du parcours entrepreneurial et de l'évolution du cadre légal et administratif mauricien. En 2015, l'entreprise a fait le choix d'accroître sa taille pour éviter un risque de fermeture principalement en raison des coûts de production. C'est un marché en croissance avec à titre de comparaison, une empreinte environnementale moindre que certains élevages terrestres et d'après les relevés opérés par la compagnie, qui a un impact positif sur le récif corallien dans la baie de Mahébourg. Les marchés de l'entreprise sont essentiellement à l'export quand le marché local a pris beaucoup d'importance durant la pandémie, les capacités de production de l'entreprise permettraient de répondre à 40 % des besoins annuels de la consommation mauricienne. Dans une certaine mesure, l'aquaculture peut être une solution de rechange par rapport aux différents types de pêche particulièrement avec la réduction de l'offre naturelle face à une demande en croissance. Un point important qui fait dire à Ocean Basket Seychelles que le problème de fond pour la pêche est l'absence de contrôle et de valorisation des prises accessoires (bycatch). Ce qui s'apparente à une catastrophe écologique est aussi une perte économique. L'attribution des quotas de pêche par le IOTC à chaque pays, basée sur des activités historiques (excepté Madagascar et Mayotte qui n'ont pas de quotas) permettent aux Seychelles de faire transiter quelques 400,000 T de thons à nageoires jaunes, gros yeux et autres espèces via le port de Mahé avec une estimation de 10% de prises accessoires soit 40,000 T (des chiffres qui seraient plus bas selon certains). En comparaison, Maurice se situe à 20%. Les prises accessoires sont rejetées à la mer mais les spécimens n'ont aucune chance de survie.

THÉMATIQUES & PANELS 1

Concilier exploitation et préservation des ressources

suite



Ocean Basket Seychelles souhaiterait une initiative commune des Seychelles, Maurice, Rodrigues et Comores pour rendre l'industrie de la pêche plus durable, notamment par une surveillance et l'ajout d'une règle dans les quotas pour que 1 kg de prises accessoires soit ramené à terre pour 4kg de prises ramenés, dans n'importe quel port de la région et remis aux autorités locales pour valorisation locale ; ce qui imposerait aux opérateurs privés de ne pas rejeter les prises accessoires en mer et pourrait générer des bénéfices pour les populations de la région.

Quelle approche adopter pour sensibiliser à cette problématique ?

L'éducation de la population dans le cadre d'un partenariat public-privé apparaît naturellement comme la pratique méritant d'être intensifiée. A Maurice, les acteurs constatent que la population a une faible connaissance de la mer. La feuille de route de CAPBOI accorde d'ailleurs une importance aux secteurs dits « en appui » qui permettent la montée en compétences et l'émergence du secteur : formation, préservation de la biodiversité, recherche scientifique.

Il y a un temps de retard par rapport à l'économie verte et une similarité également avec la situation d'il y a 30 ans lorsque cette dernière émergeait. La différence avec la situation actuelle est qu'elle ne permet pas autant de temps pour agir. C'est lors de la conférence Sustainable Blue Economy de 2018 au Kenya que les acteurs ont réellement ouvert les yeux sur le potentiel de l'économie bleue. Toujours est-il que malgré les similarités avec l'économie verte et le fait que les institutions financières aient aussi pratiqué le blend in finance mechanism pour l'économie bleue, le volume de projets s'est avéré inférieur aux financements disponibles.

Comment s'y prendre pour tenir compte de la durabilité dans la prise de décisions stratégiques ?

Les phénomènes naturels sont suffisamment parlant et devraient entraîner une prise de conscience accrue sur la nécessité de s'adapter au changement climatique, notamment concernant l'impact de la montée des eaux sur les activités touristiques et les zones d'habitation côtières. A Maurice, celle-ci est évaluée à 5,6 mm par an comparé à 3,2 mm dans le reste du monde ; ces 5,6 mm correspondent à 80cm de pénétration dans les terres.



THÉMATIQUES & PANELS 1

Concilier exploitation et préservation des ressources

suite



Selon l'Observatoire Français de la Biodiversité qui a un triple rôle de police, recherche et conseil ; l'intégration des bénéfices non-financiers à la biodiversité est un moyen de donner plus de valeur à l'économie bleue. L'exemple du parc marin de Mayotte où les acteurs publics et privés (pêcheurs, hôteliers) vont travailler à la protection de cette aire via une co-gestion, illustre cette intégration d'objectifs financiers et non-financiers. La recherche de consensus est un moyen certain pour donner une direction pratique à l'économie bleue (jusqu'à réduire l'impact des activités terrestres sur les zones océaniques).

L'un des freins majeurs au développement de l'économie bleue réside dans le volume de projets bancable à tel point que cela devient l'enjeu principal avec une focalisation des efforts sur le dérisquage de l'entrepreneuriat en 5 voire 3 ans au lieu de 30 ans. Cela signifie des outils d'accompagnement adaptés : ocean venture building studios, incubateurs, cadre légal pour l'entrepreneuriat local. Un exemple de plaidoyer porté par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) pour répondre à cet impératif de temps et de concentration des moyens : la création d'une « grande muraille bleue » qui viserait à accueillir des zones protégées et aussi des espaces d'entrepreneuriat réservés pour l'économie bleue sur la base de nombreux partenariats et challenges ouverts pour financer et mettre en réseau les entrepreneurs.

THÉMATIQUES & PANELS 1

Opportunités innovantes dans l'économie bleue

COMPOSITION DU PANEL

THOMAS SBERNA

FABIEN BOULLÉ

Fondateur & Chief Executive Officer, Axono-
va

DRISHTY RAMDENEE

Directeur, Secteurs émergents et services,
Economic Development Board of Mauritius

JULIE CAUTRES

Responsable de laboratoire, AbioLabs

VALENTINE BACHELET

Chargée de mission, Qualitropic

BRUNO CARTA

Directeur, Algoris

MODÉRATEUR

YASHVIN NEEHAUL

Chargé de mission Océan, Économie Bleue et
Connectivité maritime, Cap Business Océan
Indien

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

Disposons-nous des ressources nécessaires pour nous lancer dans la biotechnologie ?

À Maurice, les industries de la pêche et de l'aquaculture ont des excipients valorisables ou déjà valorisés dans les produits pharmaceutiques et nutraceutiques. Par exemple : activité thonière et production d'oméga 3 via les rebuts des poissons. Un site utile pour exploitation à partir de l'aquaculture : Ferme Marine de Mahébourg.

Les laboratoires spécialisés dans la génétique type Albiolabs ont un rôle important dans l'exploitation des ressources marines. Les organismes marins sont intéressants car 80% des espèces sont marines et une infime partie est connue. Sur 1,8M espèces recensées seules 16% sont des organismes marins avec des capacités d'adaptation à des environnements hostiles à la vie, donc applications nombreuses dans un contexte de changement climatique. 2 types d'usages : non-commerciaux pour comprendre l'écosystème et comment le préserver ; et commerciaux avec les biotechnologies appliquées à la pharmacie, textile, chimie, alimentation. Estimation du secteur : 6,6MM USD d'ici 2025. Le démarrage des biotechnologies remonte aux années 90 avec une accélération ces 15 dernières années.

Exemple : catégoriser et valoriser les paires d'ombrines dans la ferme de Mahébourg pour augmenter la productivité ; vérifier aussi les maladies qui déciment la population de poissons. Enfin des micro-organismes marins permettent d'améliorer la biodégradabilité des plastiques, augmentation du rendement en oméga 3.

La spiruline qui est une micro-algue poussant en eau douce est cultivée en bassin sous serre dans un milieu contrôlé. C'est un super-aliment. Après avoir découvert des applications alimentaires autres que celles de dépollution de l'eau, la compagnie Algoris monte un projet pilote en 2017-2018 puis s'installe au Ferney Agrihub en 2020 avec objectif de 600kg/an. 120 spiruliniers en France pour une production de 75T sur une consommation de 250T donc essentiellement importée et de moindre qualité car plusieurs pays la cultivent à ciel ouvert. Pour les tests d'échantillons mauriciens, cela se réalise en France avec résultats rapides et peu onéreux.

Y a-t-il un cadre légal pour permettre son développement dans nos territoires ?

Le protocole de Nagoya et tous les outils qui en dépendent après avoir ratifiés, ont besoin d'implémentation car le cadre réglementaire n'existe pas à Maurice pour permettre la commercialisation de

THÉMATIQUES & PANELS 1

Opportunités innovantes dans l'économie bleue

suite



certains produits issus des biotechnologies marines. C'est également le besoin de droits de propriété industrielle vis-à-vis de l'État mauricien qui est en jeu.

C'est aussi le rôle des institutions publiques que de favoriser via des financements, l'émergence de ces filières ; à Maurice, citons le Mauritius Oceanic Institute, le MRIC, SME Mauritius pour l'accompagnement des PME, le National Incubator Scheme qui sert de cadre public-privé aux start-ups et plus récemment le Mauritius Institute for Biotechnologies. S'il y a bien des financements, le développement du secteur privé requiert davantage de subventions gouvernementales.

Enfin la collaboration public-privé est encore faiblement développée à Maurice malgré une importante quantité de connaissances accumulées par des institutions de recherche.

Pour permettre la culture des algues dans le lagon mauricien, des évolutions légales doivent être faites comme cela a été réalisé pour les activités aquacoles, en adaptant les conditions pré-requises (superficie, formes des élevages, emplacements).

Une stratégie régionale est-elle nécessaire pour faciliter son essor ?

Du point de vue du secteur public, Il y a besoin d'accueillir davantage de sociétés et institutions privées qui ont des capacités accrues en matière de caractérisation, isolation et test sur les ressources naturelles. Des accords régionaux entre acteurs des secteurs publics et privés pourraient faciliter cela.

Sur le modèle de projets de recherche appliquée et mise en réseau, Qualitropic est un acteur de La Réunion qui vise à développer des filières dans la bioéconomie régionale. Le projet « comptoir des PAPAM » est en première phase, à une échelle territoriale (Réunion, Maurice, Madagascar, Mayotte, Comores, Seychelles) avant la mise en place d'un réseau Océan Indien avec pour objectif de structurer à les filières d'approvisionnement en plantes médicinales et aromatiques.

THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur
une approche
régionale

Souveraineté alimentaire

Composition **DU PANEL**
JULIA TASSE

Chercheuse, Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) en France
par visioconférence

ERIC JEUFFRAULT

Directeur régional, Centre de la Recherche Agronomique pour le Développement (Réunion – Mayotte – océan Indien)

MODÉRATEUR
MICKAËL APAYA

Chargé de mission Stratégies bas-carbone & résilience et Économie circulaire, Cap Business Océan Indien

PRINCIPALES INTERVENTIONS LORS DU CADRAGE TECHNIQUE

Contexte géopolitique international (Julia Tasse)

1. Retour de la puissance publique depuis 10 ans

qui ne laisse plus la totalité de l'initiative économique et infrastructurelle aux acteurs privés.

2. « Zones de poudrières » et conflits potentiels

avec particulièrement les espaces internationaux contestés maritimes et arctiques, aériens et cyber comme zones principales d'étude. Remise en cause des gouvernances.

3. L'océan Indien est le coeur battant de la mondialisation et des pays qui se développent.

Partie intégrante de l'Indopacifique avec les plus grandes et stratégiques routes maritimes qui y passent. C'est donc là que peuvent se cristalliser de grands événements, négociations et coopérations.

Challenges pour la décennie : positionnement délicat de la Chine, piège de Thucydides (opposition et interdépendance USA Vs Chine), quelle souveraineté pour l'Union Européenne ?

Enfin le climat. Voir : analyses de sécurité climatique IRIS et centre de recherche australien avec impacts géopolitiques et de sécurité, dûs au changement climatique avec l'IRIS sur l'ouest de l'océan Indien et l'Australie sur l'est (64^e parallèle). Sortie en mai 2018. Sans surprise : impact sur le régime des précipitations, intensité cyclonique, mais sur la route des cyclones pas de convergence scientifique ; enfin sur les habitats marins avec la distribution des populations de thons avec la température de l'eau variable qui influe sur les stocks et les activités de pêche (voir projet BRIO). Finalement une cartographie avec les risques dont le plus certain serait un épuisement des stocks de poissons ainsi que les risques sanitaires (pré-Covid).

Eléments de définition :

sécurité alimentaire : avoir accès à une nutrition.

souveraineté : se donner les moyens de produire sa propre nourriture aux conditions choisies en toute autonomie (pas la production mais les conditions) avec les politiques agricoles adaptées. Mais l'initiative est libre et ne vient pas uniquement des Etats.

autosuffisance : être capable de fournir une sécurité alimentaire sans reposer sur importation de produits extérieurs.

THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur
une approche
régionale

Souveraineté
alimentaire

suite



Renouveau de l'importance sur la sécurité alimentaire notamment avec les perturbations héritées de la pandémie et la guerre en Ukraine, avec perturbations des modes de production et de distribution (matières premières agricoles et produits transformés). La sécurité se pose donc aussi d'un point de vue des chaînes de valeur. L'un des facteurs les plus importants est la distance entre les acteurs d'où l'attention sur le canal de Suez et le détroit de Malaga.

Contexte de recherche agronomique et coopération régionale (Eric Jeuffrault)

Double volet sur la recherche agronomique et des solutions potentielles. Le contexte géopolitique fait bouger les acteurs de la région notamment dans le domaine agricole. L'intelligence collective est essentielle. Face aux crises et leurs impacts sur la biodiversité, la santé, les scientifiques sont questionnés sans avoir toutes les réponses et avec une accélération des événements. Mais des éléments intéressants à partager avec 60 ans d'activités du CIRAD dans la région. L'autosuffisance alimentaire est la clé pour pouvoir faire de la souveraineté alimentaire, donc il s'agit de «partir dans une démarche d'intelligence collective et s'il faut pays par pays» avant d'y arriver à l'échelle régionale.

Il faut travailler à partir du terrain avec l'implication directe des publics.

Deux domaines majeurs : la santé humaine et animale vers le concept de one health en travaillant sur les écosystèmes de l'animal et l'humain, car de nombreuses maladies graves chez l'homme proviennent du domaine animal. Donc en 2015 progressivement rapprochement entre les réseaux SEGA - réseau de santé publique et Animal Risque - centré sur la santé animale avec CIRAD et vétérinaires de la région : résultat SEGA One Health, basé à l'unité de veille pour l'Océan Indien et qui s'intéresse à l'ensemble des maladies dont un travail réussi sur la limitation des dégâts de la fièvre aphteuse dans la zone. L'objectif d'intelligence collective est donc réduire l'un des facteurs limitant en matière d'agriculture, c'est-à-dire la santé. Deuxième projet est le programme régional de santé végétale avec l'ensemble des pays COI et Afrique du Sud et Australie, intérêt pour Mozambique et Kenya car souvent points de départ des risques ; autres sujet de travail est la mouche des fruits bactrocera invadens en provenance du continent africain, maintenant appelée dorsalis depuis 2005. Les conditions à mettre en oeuvre contre ces ravageurs sont complexes. Toujours dans les sujets de travail essentiels : s'affranchir au maximum des pesticides avec la lutte biologique via notamment l'introduction de champignons parasitaires fopius arisanus pour lutter contre la mouche des fruits via une coopération régionale avec



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Souveraineté alimentaire

suite



transmission des connaissances via un réseau des territoires de la zone. Pareil pour la lutte via des végétaux avec à La Réunion l'utilisation d'une plante proche de la canne à sucre qui attire le ravageur pour ne pas permettre leur cycle biologique. En mai 2002 à Madagascar début d'un travail régional à travers le dispositif de bio-contrôle pour accélérer le travail sur ces sujets.

Exemple de porosité entre les domaines de recherche : souvent les solutions de santé proviennent des recherches pharmaceutiques, il se trouve que le CIRAD via son laboratoire a récemment appliqué des techniques de santé végétale pour permettre le dépistage rapide du covid (en moins de 10 minutes). Indispensable d'avoir une coopération avec le secteur privé, en l'occurrence pour ce projet avec un laboratoire privé majeur à La Réunion.

Faire de l'agriculture dans nos îles passe aussi par avoir des semences locales. D'où un travail commencé sur la conservation et le stockage des semences qui va être un enjeu aussi important que celui de l'eau et du sol, celui de la conservation des ressources biologiques. Pour pouvoir faire de l'amélioration variétale et mise à disposition via le programme Germination avec financement UE démarré à Maurice en 2022 qui vise à rendre plus autonomes les 5 pays concernés en matière de semences et de plantes. Il s'agit de variétés de haricots, maïs et pommes de terre notamment.

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

**Des filières identifiées, lesquelles devons-nous mettre de côté en raison de concurrence forte ?
Sur lesquelles devons-nous miser pour garantir notre souveraineté alimentaire ?**

Ces deux questions ont en suscité une autre qui est celle du décloisonnement nécessaire pour la coopération agricole : du point de vue du CIRAD il n'y a pas de coopération agricole, le seul point commun est l'idée d'avancer ensemble. La difficulté arrive très vite dès que des objectifs précis sont à fixer, car les territoires du sud-ouest de l'océan Indien sont très dépendants de l'extérieur et s'il y a forte dépendance alors il y a forte concurrence. Pour pouvoir s'élever en matière d'autonomie ou autosuffisance alimentaire, le CIRAD fait l'analyse que les acteurs de la région n'ont pas les moyens et qu'il faut aussi intégrer d'autres problèmes qui sont liés notamment au foncier et à l'accès aux ressources naturelles. De ce constat, l'établissement a démarré le projet Germination avec des variétés d'intérêt alimentaire. Il y a des sujets annexes : le champ de coopération sur la santé, l'agriculture comme filière utile la production d'énergie et la structuration des sols.



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Développer une offre touristique régionale durable

COMPOSITION DU PANEL

AINA RAVELOSON

Présidente,

Confédération du Tourisme de Madagascar

JEAN-MICHEL PITOT

Chief Executive Officer, Groupe Attitude

LINDSAY MORVAN

Directeur, Mauritius Tourism Authority, Sustainable Island Mauritius

BERNARD CAYEUX

ONG Programme MRU 2025

PHILIPPE TAYLOR

Chief Executive Officer, Hospitality Plus

PASCAL VIROLEAU

Chief Executive Officer,

Association des Iles Vanille

CRISTINA LEALA-GALE

Responsable Tourisme Durable, Organisation du Tourisme du Pacifique Sud

VICTORIA ALYS

Consultante,

Seychelles Sustainable Tourism Foundation

FAOUZIA ABDOULHALIK

Spécialiste de programme, Représentation de l'OIF pour l'océan Indien

MODÉRATRICE

SANDRINE SUMODHEE

Consultante, Tourisme

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

Comment repenser le tourisme dans le sud-ouest de l'océan Indien ?

En accordant une importance spéciale à la data notamment. Son interprétation pour la prise de décision est encore plus importante. Hospitality Plus travaille avec la IATA sur la modélisation de tableau de bord pour produire des rapports prescriptifs, avec l'accessibilité de données sur l'arrivée dans les 4 îles (sauf Madagascar) avec une dynamique hebdomadaire, pour les 12 prochains mois. De là il faudrait coordonner l'anticipation des visites touristiques, pour que les capacités aériennes, hôtelières et l'adaptation des prix aussi soient optimales. En termes de bonnes pratiques, les Maldives avec prise des décisions depuis 10 ans sur la base de la data.

La précaution est de mise en matière de statistiques, à titre d'exemple la veille opérée pour les services publics mauriciens qualifient les arrivées touristiques par les nationalités, ce qui peut ouvrir à des interprétations différentes en fonction des utilisateurs des données, comme les compagnies aériennes. En effet, la nationalité ne signifie pas le pays de résidence, ainsi 12% des touristes «français» à Maurice ont pour territoire de résidence le Royaume-Uni.

L'un des points de départ est de reconnaître que chaque île de la zone se trouve à un niveau de maturité de l'industrie touristique qui diffère toute comme la culture d'entreprise. Cette disparité des situations est synonyme de vulnérabilité des territoires et fait du développement durable la clé pour l'avenir du tourisme régional. L'un des terrains essentiels pour ce changement se trouve dans la formation de la population à la préservation de l'environnement. C'est donc des initiatives privées et publiques qui doivent se multiplier.

L'OIF a produit une stratégie économique de la Francophonie en 2014 avec une résolution promouvant le tourisme durable dans les États insulaires ; les quatre piliers d'un tourisme durable régional sont : permettre des retombées économiques pour les populations, favoriser le respect de l'environnement, assurer que les concepts de développement durable soient respectés, enfin que la visibilité des offres des îles de l'océan Indien soit accrue. Ainsi en 2020 un projet pilote en partenariat avec Villages Monde du Canada a donné lieu à un appel d'offres visant à sélectionner des projets portés par des ONG afin de les financer à hauteur de 25,000 euros sur : la mise en relation entre touristes et établissements ; un deuxième axe avec Living Labs Federation pour accompagner quelques établissements hôteliers sur la réduction du gaspillage alimentaire et de l'eau ; un troisième axe sur l'accompagnement des jeunes entrepreneurs sur ces sujet ; l'accompagnement des pouvoirs publics sur ces sujets ; enfin la sensibili-



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Développer une offre touristique régionale durable

suite



sation notamment en partenariat avec Iles Vanille. Donc de petites dotations à titre pilote et à vocation de plus grands projets.

Faut-il revoir nos produits et services ?

L'expérience du groupe hôtelier Attitudes apporte un éclairage sur la dynamique dans le l'industrie touristique mauricienne : leurs projets de développement durable ont démarré en 2009 par la mesure de la consommation énergétique et le développement d'un laboratoire de recherche sur la faune marine. Après avoir rencontrés des limites technologiques et dans une démarche d'amélioration continue, ces expériences se sont étendues à tous les hôtels du groupe. En 2019, le groupe à travers son hôtel Lagoon Attitude a pris position dans l'éco-engagement avec les critères les plus poussés et avec pour projet une extension à l'ensemble des établissements ; l'un d'entre eux été l'abandon des plastiques à usage unique qui a nécessité un important travail d'évolution des pratiques d'approvisionnement et des services aux clients finaux : un « bulk shop » a été créé pour permettre aux clients de remplir leurs récipients et des consignes ont été mises en place pour les gourdes d'eau. L'initiative a été bien accueillie par les touristes. L'épisode de la pandémie a empêché le déploiement et la campagne internationale sur ce nouvel engagement du groupe, mais la fermeture a permis de travailler au déploiement futur dans tous les hôtels et de passer à une étape supérieure : celle du tourisme à impact positif, suivi d'un travail de mesures sur la protection de l'environnement, l'économie locale dont l'artisanat avec mise à disposition d'espace pour une 20aine d'artisans et enfin le lancement de l'hôtel Sunrise Attitude qui a intégré l'ensemble de ces nouveaux engagements éco-responsables. La labellisation du groupe Attitudes par le Made in Moris a aussi été un engagement important et à déboucher sur l'approvisionnement à hauteur de 50% auprès des fabricants locaux. Un troisième challenge a été celui de promouvoir les talents locaux d'où un concours musical dont le top 10 des artistes récompensés ont obtenu un contrat avec les hôtels du groupe. Récemment, la labellisation Great Place To Work a permis de reconnaître le bien-être des personnels de l'entreprise. Il y a eu enfin la reconnaissance par la Tourism Authority avec le prix spécial du jury Sustainable Tourism.

À titre de comparaison avec les Seychelles, la Seychelles Hospitality and Tourism Foundation créée en 2017 comme plateforme de facilitation entre acteurs publics, privés, académiques, ONG et basée sur le Global Sustainable Tourism Council avec comme vision de labelliser les Seychelles en tant que destination durable ; s'est engagée dans des études à travers lesquelles l'emphase était mise sur la



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Développer une offre touristique régionale durable

suite



mesure d'impacts, d'intérêts pour les touristes et les bénéfices économiques pour la population. Au départ il y avait 17 hôtels engagés sur les 700 établissements enregistrés. Par ailleurs des campagnes de sensibilisation ont été lancées depuis 2018 pour les touristes et les locaux afin de mettre en avant les comportements de « touriste responsable » notamment avec la mise en contact de ces derniers avec des ONG et acteurs locaux.

Un Food Waste Reduction Programme en partenariat avec un acteur français et ciblant les cuisines via une application pour mesurer les sources de déchets dans la restauration et ensuite livrer un plan d'action avec des objectifs de réduction des déchets dans les hôtels. Enfin des formations auprès des employés des hôtels sur les déchets en milieu terrestre et marin. Aux Seychelles, la seule solution de traitement des déchets est le land filling donc cette thématique de formation était capitale. Un test a également été mené avec des « sustainable tours » en partenariat sur deux semaines durant lesquelles des touristes européens ont été sensibilisés aux efforts et contraintes d'une quinzaine d'acteurs locaux. Aussi des actions de promotion de l'artisanat pour rapprocher les jeunes sur un enjeu de transmission et aussi les touristes. Plus récemment un partenariat facilité entre la Marine Conservation Society Seychelles et le groupe d'artisans des Seychelles, comme un pilote de valorisation des savoirs-faire traditionnels pour la restauration des coraux notamment via l'utilisation du bambou et du vacoa locaux ; l'objectif étant de diversifier l'offre artisanale pour participer aux projets de conservation environnementale. Le dernier projet en date était sur l'utilisation des ingrédients locaux dans la cuisine locale.

Également dans la promotion touristique, les Iles Vanille avait pour objectif principal de faire visiter au moins 2 îles à chaque touriste. Depuis plusieurs années, la focalisation s'est faite sur les ODD 13 et 17, avec par exemple un travail avec CAPBOI pour des produits et services éco-touristiques en engageant toute la filière en bâtissant des combinés de voyage (pré-covid) pour répondre aux besoins du marché. Également un partage des bonnes pratiques entre territoires francophones en matière de développement durable vers les marchés européens. Une analyse de l'impact carbone de l'organisation des Iles Vanille a été réalisée avec pour objectif d'être neutre en carbone dans les prochains mois. Un important travail sur la stratégie de voyages en croisière pour axer davantage sur le développement durable. La signature de la convention de Glasgow pour parler d'une seule voix et suivre les recommandations du secteur. Le tourisme durable est passé d'un marché de niche à un chantier de transformation selon les besoins du marché. Par exemple : le marché européen a voté la fin des véhicules thermiques dans les prochaines années, il n'y a pas de raison d'imaginer que le tourisme échappera à cette dynamique. Il faut donc que l'offre touristique fasse l'équilibre entre prix, expérience, développement durable.



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Développer une offre touristique régionale durable

suite



Le rôle des institutions est donc de contribuer à diffuser les bonnes pratiques à travers le monde.

Comment mettre en commun nos ressources pour une industrie plus résiliente, plus durable et plus juste ?

L'Organisation du Tourisme Durable Pacifique Sud (STPO) est un exemple de fédération d'acteurs régionaux pour promouvoir une destination et accompagner sa transition commune vers un positionnement durable. Celle-ci réunit des acteurs publics et privés du tourisme depuis 1983, elle s'est depuis centrée sur le tourisme durable avec 20 territoires impliqués. Suite à une politique publique, une vision 2030 de tourisme durable a été adoptée. Le processus a rencontré des difficultés dès le départ pour se projeter à l'échelle régionale, l'inspiration est venue de l'agenda de développement durable en 2015 qui a ensuite été appliqué au STPO en 2017. Ensuite il s'agit de créer des activités et organiser des partenariats dans tout le Pacifique pendant la période, puis en 2019 une vision construite pour la région et ses archipels. La proximité avec la Nouvelle-Zélande et UNDP ont permis le développement du schéma directeur. Le travail de 2020-2021 a consisté dans l'intégration des problématiques post-pandémie. Les engagements de l'organisation ont été reconnus au niveau gouvernemental en 2021. L'objectif général est d'apporter de la valeur ajoutée aux pays membres. L'organisation dispose d'une structure inter-gouvernementale avec représentation via un conseil d'administration ainsi qu'un système d'adhésion des entreprises. Un réseau avec les organisations régionales a permis l'implémentation de sujets liés (environnement, pêche). Le résultat est politique-cadre pour le développement du tourisme durable, la stratégie digitale pour le tourisme, une stratégie de développement des statistiques, de la formation pour le secteur, etc. Enfin du marketing avec des events régionaux.

À Maurice, sur le plan des ONG celle dite du « Programme MRU 2025 » est indirectement intéressante au sujet, puisqu'elle n'est pas engagée dans le tourisme principalement mais y vient par des sujets connexes. Avec une spécialisation sur le management des côtes de Maurice, l'association est partie d'une contestation vers le montage d'un projet de géo-parc dans le Sud de Maurice sous le slogan « enn vizion pou nou la kot » avec vocation touristique et académique. Avant tout il s'agit de consultation publique auprès des villageois dépendant de la mer (pêche et loisirs). Le souhait est de conserver la proximité à la mer pour tous les habitants du Sud sans développement urbain et hôtelier. Cela cible également les touristes car faire de ce sujet un sujet non conflictuel permet de maintenir Maurice comme une destination toujours attrayante. Des sous-projets : Grand Sable dans le Sud-Est avec des planteurs de canne ayant des terres en friches, via coopérative locale des alternatives de culture sont proposées (agri-tourisme, agri-solaire) avec une étude d'impact sur l'environnement pour aller sur des



THÉMATIQUES & PANELS 2

Miser sur une approche régionale

Développer une offre touristique régionale durable

suite



activités agri-touristique ; des mises en relation ont eu lieu avec Sunref par exemple. Une campagne vidéo vient soutenir cette démarche avec des témoignages des intéressés sur l'importance de cette mutation.

A Madagascar il y a un élan des bailleurs internationaux pour la durabilité du secteur du tourisme. Notamment IFC de la Banque Mondiale avec le Hotel Green Revitilsation Programme pour aider les hôtels dans leur projet de rénovation durable. L'ONG FANA est intéressante dans son activité pour le soutien au tourisme communautaire associé au aires protégées, arrivant à la création d'une association de producteurs locaux pour améliorer la formation et leurs débouchés commerciaux ainsi que le développement d'éco-lodges. Un frais destiné à soutenir la conservation de la biodiversité a été mis en place auprès des clients de ces éco-lodges.

Enfin l'initiative de la Mauritius Tourism Authority avec le projet Sustainable Island Mauritius financé par l'UE, a permis à l'organisation d'accompagner les opérateurs autrement que comme un acteur de contrôle de l'activité touristique. La collaboration avec le cabinet allemand CSCP et le montage d'un « Discovery Tour » avec Made in Moris a permis d'améliorer l'offre artisanale dans les hôtels partenaires à titre pilote. Mais au-delà de l'intérêt pour l'industrie touristique, il s'agira d'inclure la population et c'est ce qui a été fait par des campagnes de nettoyage des plages par exemple. Rodrigues est un exemple de durabilité dont Maurice pourrait s'inspirer. Le développement d'un partenariat avec la zone OI potentiellement via l'OIF aurait pour objectif de partager l'expérience du MauPHI awards visant à valoriser les innovations de produits et de services qui ont un impact positif pour les entreprises et marchés de masse dans le tourisme.

THÉMATIQUES & PANELS 3

Miser sur une meilleure inclusion des femmes et jeunes dans l'économie

Formation et mobilité professionnelle

COMPOSITION DU PANEL

TORIDEN CHELLAPERMAL

Chief Executive Officer, MCCI Business
School

MOUHAMADI BAVI MOUSSA

Chargé de Mission pôle Formation, Chambre
de commerce et d'industrie de Mayotte

DAYANE MOHAMED

Directeur du pôle formation, Chambre de
commerce et d'industrie de Mayotte

MARIE-NADINE ANGÉLIE

Présidente de la Commission internationale,
Chambre de commerce et d'industrie
de La Réunion

CÉLINE LEMMEL

Cheffe de mission,
Organisation internationale de la migration,
Bureau de Maurice et des Seychelles

JEAN-BERNARD DUGAIN

Président de la commission de la coopération
internationale, Chambre des Métiers
et de l'Artisanat de La Réunion

MODÉRATRICE

JOSÉPHINE ANDRIAMAMONJIARISON

Présidente, Cap Business Océan Indien

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS :

Les dispositifs existants sont-ils suffisants au vu des défis ?

Les départements de formation dans les CCI de la région et leurs écoles affiliées mettent régulièrement à jour les plaquettes de formation à destination des jeunes particulièrement, ainsi la CCI Mayotte a récemment accentué ses efforts sur les secteurs BTP, tourisme et services à la personne avec pour projet également l'économie bleue.

Du point de vue de l'Organisation Internationale de la Migration basée à Maurice et aux Seychelles, les moyens sont à accroître sur l'approche inter-générationnelle.

La MCCI Business School (Maurice) constate que le maximum doit être fait via les formations en alternance, qu'elle développe constamment en partenariat avec la France et La Réunion. La flexibilité et l'adaptabilité sont clés pour suivre le développement des nouveaux métiers.

De quelle manière pouvons-nous les améliorer pour accroître leur efficacité au sein de nos entreprises ?

Pour la CCI Réunion l'un des freins majeurs à cela réside dans les normes et référentiels de métiers qui ne sont pas facile à bouger. Du point de vue de Mayotte et de Maurice en partenariat avec le Département de Mayotte sur ces sujets, le challenge est au niveau de la rétention des talents dans la région. Dans ce sens la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Réunion a signé une convention en 2021 avec le Département de La Réunion et une convention avec la Seychelles Tourism Academy afin de permettre à des employeurs réunionnais d'envoyer 8 jeunes en apprentissage dans l'hôtellerie seychelloise ; avec pour projet de reproduire cela avec d'autres pays de la COI. A Madagascar un redéploiement des formations CAP sur les métiers techniques est en cours.

Une meilleure mobilité professionnelle pourrait-elle être une solution viable et durable à ce problème ?

Tous les CCI territoriales n'ont pas de programme de mobilité mais reçoivent pour autant des jeunes en mobilité. La CCI Mayotte privilégie une ouverture croissante sur la région, citant que 60 % de sa population a moins de 25 ans, aussi qu'une centaine de jeunes se trouvent en formation à Maurice et que des possibilités de formation certifiante à distance et notamment en langues étrangères (portugais) ont été mises en place. Géographiquement parlant, Mayotte considère sa proximité avec le continent africain comme un atout pour la formation des jeunes.



THÉMATIQUES & PANELS 3

Miser sur
une meilleure inclusion
des femmes et jeunes
dans l'économie
Formation et mobilité
professionnelle
suite



Sur les principaux freins à la mobilité des jeunes, l'OIM indique les obstacles d'ordre administratif avec les visas et l'accompagnement des jeunes sur place. D'après la CCI Réunion il est plus facile administrativement d'organiser des stages à Dubaï qu'à Maurice et la dynamique est encore très portée sur l'axe sud-nord du globe.

Pour revenir sur l'approche intergénérationnelle, l'OIM insiste sur un double accompagnement nécessaire à la fois intergénérationnel et inter-culturel, à travers des programmes d'orientation pour les jeunes en deux temps : pré-départ en mobilité et post- arrivée. La diversité est un élément important à prendre en compte pour réussir à accroître la mobilité des jeunes. Evidemment cela requiert des financements. Toujours sur le volet intergénérationnel, les CCI mettent l'emphase sur l'apprentissage et la transmission avec Mayotte privilégiant la formation des salariés et cadres d'entreprises à jouer leur rôle de maîtres en apprentissage et de tuteurs, La Réunion répond par l'accompagnement à la création-reprise d'entreprise via l'apprentissage.

THÉMATIQUES & PANELS 3

Miser sur une meilleure inclusion des femmes et jeunes dans l'économie

Développement au féminin

COMPOSITION DU PANEL

AMANDA ASPDEN

Directrice,

Secrétariat de l'Indian Ocean Rim

Association

LILLKA CUTTAREE

Directrice, KIP Center for Leadership

VALÉRIE IMBERT KERAMBRUN

Managing Director,

Europestone Management

Représentante du Board of Good

MATINA RAZAFIMAHEFA

Fondatrice, Sayna

MODÉRATRICE

PATRICIA DAY-HOOKOOMSING

Directrice - Consultancy Company Ltd (CCL)

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LES QUESTIONS-CLÉS

Comment assurer l'efficacité du parcours d'entrepreneuriat en répondant aux besoins des entrepreneuses ?

L'un des sujets qui anime les travaux des organisations internationales sur le développement de l'entrepreneuriat féminin est celui des critères permettant de considérer une représentation féminine comme « significative » au-delà des ratios et des postes de direction. La Indian Ocean Rim Association a parmi ses priorités d'action, l'autonomisation des femmes et la représentativité féminine dans les instances de gouvernances publiques et privées, d'ailleurs une série d'engagements figure sur leur site web.

Du point de vue du KIP Center for leadership, le leadership féminin est un parcours fait de nombreux déséquilibres. Pour avoir un impact positif dans ce domaine, le but poursuivi par une organisation doit se traduire en actions et particulièrement par la formation.

Parmi les moyens qui permettent de dépasser la seule approche du leadership féminin par les ratios et les postes de direction occupés, figure le leadership mixte. Il apparaît qu'il y ait une crainte collective que cela ne mène à l'effacement du leadership féminin comme sujet prioritaire et que cela n'entraîne un retour à moins de femmes dans des postes de direction et une recrudescence de réseaux privés. Pour autant, il s'agit bien d'un moyen pour créer plus de valeur dans une organisation et permettre des avancées dans les politiques sociales.

Une initiative citoyenne mauricienne nommée Board of Good basée sur une étude du cabinet Korn Ferry révélant en 2019 que la présence de femmes sur des conseil d'administration s'établissait à 8% et qu'il y avait des difficultés pour ces conseils à recruter des femmes. Board of Good s'est donc proposée de réaliser un registre des femmes disponibles pour exercer des fonctions de membres de conseils d'administration. Les objectifs que se s'est fixée l'organisation sont d'atteindre le nombre de 500 femmes en 2030, 22 femmes étaient déjà placées en 2022. La principale valeur véhiculée par l'organisation est celle de l'intégrité.

Parmi les initiatives méritant d'être partagées, figure celle de la compagnie Sayna, centre de formation dans le secteur digital à Madagascar. Par le biais du programme Déclik de l'OIF cette compagnie forme 52 % de femmes parmi ses publics. Une culture d'entreprise assez forte fait que dans cette organisation, la vision communiquée aux participantes est de devenir leur propre employeur via un appui technique et en savoir-être.



THÉMATIQUES & PANELS 3



**Miser sur
une meilleure inclusion
des femmes et jeunes
dans l'économie**
**Développement
au féminin**
suite

Des remontées d'incidents envers les femmes sont possibles à travers un dispositif de veille interne. La proximité de cette compagnie avec le terrain hors zone urbanisée, fait que l'essentiel des bureaux pour les femmes participantes sont des cyber cafés et espaces de co- working. La moyenne d'âge des participantes est de 18-40 ans. Présente à Madagascar, Comores, Cameroun, Côte d'Ivoire, Algérie, Sénégal, la compagnie a pour projet de s'étendre à La Réunion bientôt. Les formations sont payantes mais à un prix de moins de 10\$ / mois.

THÉMATIQUES & PANELS 5

Financer et accompagner Comment financer demain ?

COMPOSITION DU PANEL

ABENDRA PATTEN

Chargé de mission infrastructures
et systèmes financiers,
Agence française de développement
(Maurice-Seychelles)

MANISHA DOOKHONY

Économiste & Experte Réformes de marché,
Africa RISE
(Reform for Investment
and Sustainable Economies)

PRADEEP RAWA

Trésorier, Cim Financial Services Ltd

XAVIER BATHFIELD

Directeur Grands comptes Maurice
et Régional,
La banque MCB

SERGE RAJAABELINA

Président,
Sahanala (Madagascar)

MODÉRATEUR

AVINASH RAMESSUR

Consultant,
Assistance technique SUNREF Maurice

PRINCIPALES INTERVENTIONS SUR LA QUESTION-CLÉ

Comment financer les initiatives qui promeuvent un développement plus juste, durable et résilient ?

La limitation de l'acheminement des financements vers les objectifs de développement durable (ODD) s'explique par des facteurs : croissance économique inégale, augmentation des inégalités et des niveaux d'endettements, marge de manoeuvre budgétaire limitée, incitations et réglementations non-alignées. L'AFD est son programme Sunref à Maurice est un exemple pour pallier à ces difficultés de financement et les principaux établissements bancaires mauriciens en ont bénéficié tant sur le plan des lignes de crédits que de l'assistance technique.

En Europe, le Green Deal s'est en partie tourné vers le continent africain pour soutenir la création d'emplois et de valeur ajoutée via l'investissement et l'assistance technique.

Avec la facilité Africa RISE, l'ambition était d'atteindre 60 à 80 projets en 2022. Par exemple à l'échelle de Madagascar, une Team Europe Initiative (réunion des financements européens) adossée à l'identification des projet potentiels par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), s'appuient sur la facilité Africa RISE pour la pré-identification de projet et le fléchage de fonds européens. Cette dernière prend pour modèle Sunref et vise 10 à 30 millions d'euros dans l'électrification, cabotage régional autour de Madagascar, économie circulaire au Mozambique et la gestion des épaves d'automobiles à Maurice.

À Madagascar l'initiative de la fondation Sahanala illustre la capacité des bailleurs à soutenir des projets à impact dans le domaine de la préservation de la biodiversité. À travers un fonds à impact, venu donner une capacité au long-terme à une coalition d'acteurs directement ou indirectement impliqués dans des aires protégées où vivent des populations humaines. Le projet couvre quatre zones protégées. L'avantage d'avoir la population comme partie prenante est l'inclusivité, le désavantage est la gestion des intérêts. Cela a conduit Sahanala à s'organiser au niveau communautaire en société pour gérer et développer les ressources naturelles dans les zones.



THÉMATIQUES & PANELS 5

Financer et accompagner Comment accompagner les particuliers et les start-ups ?

COMPOSITION DU PANEL

ISABELLE DE MELO

Co-fondatrice, Mo-Angels

CÉLIA GOUDÉ

Consultante, Malagasy Investment Club

FRÉDÉRIC SANCHEZ

Responsable Programme Outre-mer,

Confédération générale

des Sociétés coopérative et participative

(SCOP) et des Société Coopérative

d'Intérêt Collectif (SCIC)

YANN LE MOËL

Co-fondateur,

Living Labs Federation

PAUL PERRIER

Chief executive officer, Fundkiss

MODÉRATEUR

SANJAY G. MUNGUR

Chief Executive Officer et fondateur, FinClub

PRINCIPALES INTERVENTIONS LORS DU CADRAGE TECHNIQUE

Existent-ils des alternatives aux financements traditionnels ?

Les principales alternatives aux financements traditionnels (banques commerciales et publiques, sociétés de crédits) sont à envisager comme un continuum d'aides disponibles pour les porteurs de projet et les entreprises déjà en activité. Cela va donc de l'aide provenant de l'entourage familial et amical jusqu'à la levée de fonds provenant d'investisseurs privés ou publics, directs ou par le biais de sociétés d'investissement. Les principales catégories réunies dans cette session sont celles de financement participatif (peer-to-peer lending), business angels, clubs d'investisseurs, accélérateurs et organisation ccopérative.

Les motivations du porteur de projet ou entrepreneur sont capitales dans la trajectoire de la start-up. Elles vont déterminer une partie des choix stratégiques qui seront fait plus tard et sont d'autant plus importantes pour les investisseurs qui doivent savoir au-delà du projet, de la personne, quelles seront les phases et quels types de financement seront requis. De nombreux paramètres entreront dans l'évaluation des projets par les investisseurs qui constatent des manquements dans l'écosystème éducatif dont les principales conséquences sont le cloisonnement dès la phase d'idéation ou encore le manque de compétences techniques et non-techniques sur le marché pour donner au projet ou à la start-up sa capacité d'exécution.

Les territoires de la région océan Indien n'étant pas identiques sur l'environnement légal, entrepreneurial, financier, etc, il apparaît que les acteurs du financement dit « alternatif » ont eux-mêmes des parcours de création d'activités et d'évolution des services qui s'adaptent. Ainsi à Madagascar la genèse du Malagasy Investment Club est un besoin commun d'industriels s'étant trouvés dans une position similaire, celle de devoir répondre individuellement à de nombreuses sollicitations de fonds et d'assistance par des porteurs de projet, sans pour autant avoir le temps ou les compétences requises pour accompagner ces futures start-ups. Autre positionnement que celui de Living Labs qui a commencé par rechercher des innovations à financer, y consacrant beaucoup de temps et d'argent alors que la partie manquante était le « sponsor » c'est-à-dire l'organisation qui va soutenir le porteur de projet au-delà du financement notamment pour rendre l'environnement viable au développement de l'activité ; dès lors Living Labs a fait le choix de créer un accompagnement via des plans d'accélération pour la start-up comme pour le sponsor de manière à donner toutes les chances de réussite ; par exemple avec l'OIF pour identifier des pépites et organiser un challenge sur l'entrepreneuriat jeune dans l'économie bleue. Des modèles d'accompagnement plus installés comme ceux de business angles avec MoAngels



THÉMATIQUES & PANELS 4

Financer et accompagner Comment accompagner les particuliers et les start-ups ?

suite



coexiste avec des modèles plus récents de financement participatif comme Fundkiss et FinTech Hub à Maurice, qui sont en eux-mêmes des start-up dans le secteur de la finance.

De quelle manière répondent-ils aux besoins de ces opérateurs économiques ?

De manière générale ces alternatives viennent pallier aux limites du financement bancaire traditionnel. S'ajoute à cela des considérations sociétales qui orientent plus ou moins le soutien sur des profils moins aidés ou diplômés, moins intégrés dans les cercles privilégiés des grandes écoles ou des grandes entreprises. Il n'empêche ces outils de financement ont des conditions qui varient d'un établissement à l'autre mais qui ont en commun : l'attention portée sur l'existence d'un marché pour l'activité visée, la présence de compétences techniques dans le projet, l'accès aux technologies nécessaires. Certaines interventions du panel ont insisté sur l'importance primordiale de la capacité d'exécution d'un projet de start-up, faisant référence aux conditions précitées. Ce sont donc des incontournables auxquels s'ajoutent, avec des niveaux variables d'importance accordée : maturité du projet, ouverture d'esprit des porteurs, le plan d'exécution, la comptabilité, la gouvernance, les valeurs morales.

Pour répondre à des besoins bien précis, Fundkiss est par exemple focalisé sur l'absence de collatéraux nécessaires avant un prêt participatif et s'attache à réduire systématiquement le temps d'étude des dossiers (1 semaine. 50,000 à 5,000,000 MUR) ; spécialisée sur les prêts aux individuels et particuliers, FinTech Hub va s'attacher aux-mêmes éléments mais pour des montants moindres (20,000 à 100,000 MUR).

Sur une note différente, le mouvement français des sociétés coopératives (SCOP-SCIC) et son modèle d'entrepreneuriat qui privilégie le collectif à l'individu et la transmission à la vente d'une entreprise, apparaît comme résilient dans une période compliquée ; notamment avec un programme régional à La Réunion et Mayotte, et le déploiement progressif de l'organisation en «coopérative d'activités» qui permet à un groupe d'entrepreneurs indépendants de mutualiser leurs besoins administratifs sous une même entité. Enfin la présence d'un service SCOP Venture à Grenoble qui pourrait inspirer des projets d'accompagnement.

SESSIONS & ÉCHANGES

Identification des points de convergence et divergence, clarification des problématiques

| SESSION | CONVERGENCE / DIVERGENCE | PROBLÉMATIQUE CLARIFIÉE |
|--|--|--|
| TRANSPORT MARITIME | <p>Convergence Connaître l'activité maritime régionale Définir le principe de solidarité entre îles Eviter des projets de dessertes concurrents</p> <p>Divergence Rendre accessibles les données</p> | Comment dépasser l'aversion pour le partage des données sur les flux maritimes, frein majeur à l'action collective et aux solutions inter-îles, dont la conséquence est la concurrence des projets de lignes maritimes ? |
| COMMERCE RÉGIONAL | <p>Convergence Plus de commerce régional nécessite des accords gouvernementaux Barrières tarifaires et non- tarifaires fortement ancrées dans les politiques publiques</p> <p>Divergence Promouvoir les produits locaux pour les besoins régionaux OU promouvoir la production régionale pour les besoins locaux</p> | Comment faire basculer le réflexe national et les barrières qui l'accompagne vers un réflexe «régional» en matière de commerce, en s'inspirant notamment des réussites dans les activités de pêche et de transformation des produits de la mer ? |
| CONCILIER EXPLOITATION ET PRÉSERVATION DES RESSOURCES | <p>Convergences La sensibilisation de la société est essentielle Les Etats doivent être présents dans l'émergence du secteur par la réglementation et la connectivité</p> <p>Divergence Les projets des îles de l'océan Indien sont trop petits en individuel pour attirer de grands investissements</p> | Comment aider les territoires à mettre en place les moyens de concertation et d'accompagnement pour concilier développement de l'économie bleue et gestion des ressources naturelles ? |

SESSIONS & ÉCHANGES

Identification
des points
de convergence
et divergence,
clarification
des problématiques
suite

| SESSION | CONVERGENCE / DIVERGENCE | PROBLÉMATIQUE CLARIFIÉE |
|--|--|--|
| OPPORTUNITÉS INNOVANTES DANS L'ÉCONOMIE BLEUE | Convergence La région regorge de richesses marines à découvrir et exploiter Il faut des outils de transfert technologique entre la R&D et le commerce L'émergence de ces filières est onéreuse Divergence Les Etats doivent être directeurs dans la recherche et les investissements L'implémentation des plans directeurs et mesures d'aides publiques est satisfaisant pour les opérateurs économiques | Comment densifier l'écosystème des biotechnologies marines de la région, en termes de connaissance et d'applications commerciales , sans nécessairement s'arrêter aux économies d'échelle mais en faisant le choix de la qualité des produits et des infrastructures adaptées pour des marchés locaux et d'export hors région ? |
| SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE | Convergence L'éducation de la population doit être faite dès la scolarité il faut pouvoir mesurer l'impact des démarches de durabilité engagées dans les différents établissements hôteliers pour une valorisation à échelle régionale Divergence Les choix de développement économique et l'image projetée à l'extérieur par un territoire constituent la meilleure des cartes de visite durable Les différences en termes de maturité et culture d'entreprise sont des freins à une offre touristique régionale | Comment faire du tourisme un sujet de développement durable régional sans restreindre la recherche d'objectifs communs minimaux aux logiques de certification et de performance économique ? |



SESSIONS & ÉCHANGES

Identification des points de convergence et divergence, clarification des problématiques

suite

| SESSION | CONVERGENCE / DIVERGENCE | PROBLÉMATIQUE CLARIFIÉE |
|---|---|---|
| FORMATION ET MOBILITÉ PROFESSIONNELLE | <p>Convergence Les obstacles à la mobilité intra-régionale sont en priorité administratifs La formation online est une solution au manque de connectivité</p> <p>Divergence L'harmonisation des normes et référentiels est préalable à la coopération Formation et mobilité à faire en intergénérationnel</p> | Comment orienter les programmes de formation professionnelle et de mobilité régionale de manière à prioriser l'action sur les secteurs d'activités les plus en manque de main d'oeuvre ? |
| DÉVELOPPEMENT AU FÉMININ | <p>Convergence Le leadership féminin dans le salariat ou l'entrepreneuriat est à regarder au-delà des ratios Le leadership mixte reste peu pratiqué dans les entreprises</p> <p>Divergence Il faut poursuivre à la fois un agenda en faveur des femmes et pratiquer davantage le leadership mixte</p> | Comment changer la perspective et limiter les risques s'ils existent, sur l'approche par le leadership mixte comme solution complémentaire de la représentation féminine dans les postes de direction ? |
| VERS UNE ÉCONOMIE BAS- CARBONE ET CIRCULAIRE | <p>Convergence La transition se fera sous contrainte énergétique et matériaux La planification doit se faire au niveau des pouvoirs publics Il faudra choisir entre performance et résilience</p> <p>Divergence Il faut éviter de traiter la transition comme un marché régional de l'énergie</p> | Comment opérer un changement dans la logique des marchés régionaux concernant l'acquisition et la transformation des matériaux permettant une transition vers une économie bas-carbone et circulaire ? |

SESSIONS & ÉCHANGES

Identification des points de convergence et divergence, clarification des problématiques

suite

| SESSION | CONVERGENCE / DIVERGENCE | PROBLÉMATIQUE CLARIFIÉE |
|---|---|--|
| COMMENT FINANCER DEMAIN ? | <p>Convergence Il y a des difficultés d'absorption de grands financements pour les projets de la région africaine dont la région OI Il y a des difficultés sur l'évaluation des décisions de politiques publiques en matière de financement de transition</p> <p>Divergence La faiblesse des obligations vertes (1% des obligations) est de la responsabilité des investisseurs et des banques</p> | Comment faciliter une mise en relation efficace entre les porteurs de projets à impact régionaux et les financeurs internationaux ainsi que les fournisseurs de solutions d'accompagnement techniques préalables ? |
| COMMENT ACCOMPAGNER LES PARTICULIERS ET LES STARTUPS ? | <p>Convergence Les critères financiers sont importants mais ne suffisent pas à convaincre les investisseurs Un porteur de projet doit bien s'entourer en compétences et investisseurs avec lesquels il y a une vision commune</p> <p>Divergence Il y a assez de financement et le problème se situe au niveau de l'exécution par les porteurs de projets Les incubateurs et l'investissement d'institutionnels via les plateformes alternatives sont synchronisés au profit des entrepreneurs</p> | Comment rendre intelligible et accessible les offres d'accompagnement et de financement alternatifs tout au long du parcours des porteurs de projets et des start-up ? |

MISE EN PERSPECTIVE - 1

Thématique « Océan et économie Bleue »

Pour cette première thématique, il apparaît que les sessions sur la connectivité, commerce, exploitations des ressources naturelles et opportunités de l'économie bleue renvoient la communauté du secteur privé régional à des points fondamentaux ; concernant les comportements notamment : dépasser l'aversion à partager des données - sur les flux maritimes par exemple, basculer d'un réflexe national et ses barrières tarifaires ou non-tarifaires vers un réflexe régional en matière de commerce. Autres points fondamentaux, des objectifs généraux tels qu'aider les territoires à mettre en place les moyens de concertation et d'accompagnement au changement ou encore densifier l'écosystème des biotechnologies marines de la région en termes de connaissance et d'applications commerciales.

La session du transport maritime demeure fortement clivante entre d'un côté l'impératif de viabilité économique et d'attractivité commerciale, notamment par la concurrence entre ports, de l'autre la sécurité d'approvisionnement et la souveraineté des territoires notamment dans leurs investissements portuaires. La multiplicité des projets nationaux et régionaux est une donnée avec laquelle il faut composer pour les prochaines éditions du Forum et il serait utile de procéder à l'analyse d'impact des projets déjà activés. La bonne échelle d'intervention collective pour les institutions régionales représentatives des secteurs publics et privés (COI, CAPBOI, APIOI, PAMESA) demeure en chantier. Des recommandations ont été faites telles que : l'installation d'une commission de CAPBOI pour fournir un plaidoyer en faveur du secteur privé régional ; contribuer à l'analyse des projets actifs ; focaliser l'effort sur les opportunités accordant le plus d'importance à la solidarité inter-iles. Une approche territoriale a également été proposée : désigner des référents «connectivité maritime» par territoire pour la circulation de l'information et faciliter l'échange entre décideurs, comme une étape 1 dans la prise de décisions d'abord à un niveau national avant de déplacer pleinement le sujet à un niveau régional qui serait l'étape 2.

Du point de vue du fournisseur de solutions collectives en transport maritime, la compagnie WIND-COOP proposerait un accompagnement pour créer une compagnie maritime régionale mobilisant les industriels de la région. Se déclinant en 6 étapes de l'idéation à la réalisation, son estimation de la situation est que CAPBOI pourrait servir de plateforme et sauter directement à l'étape 3 qui serait un protocole d'accord avec dérisquage financier avant de passer à une étude de faisabilité et un avant-projet.

La session sur le commerce régional appelait à s'inspirer de modèles ayant permis l'émergence de secteurs d'activités régionalement intégrées telle que la pêche et la transformation de ses produits. Au niveau de Maurice, l'emphase était mise à plusieurs niveaux : améliorer la connaissance des mesures

MISE EN PERSPECTIVE - 1

Thématique « Océan et économie Bleue »

suite



incitatives nationales pour accroître l'investissement privé en provenance de la région ; analyser les balances commerciales respectives avant de privilégier certaines filières par la promotion d'une production locale avec plus de valeur ajoutée, notamment par le sourcing régional des matières premières ; enfin un rappel sur les accords commerciaux signés par Maurice notamment Chine, Inde, Turquie et dont les partenaires du sud-ouest de l'océan Indien pourraient bénéficier indirectement. Une information pouvant être utile également : les Caraïbes où les Barbades se trouvent être les premiers bénéficiaires du fond « Sustainability Trust » du FMI pour l'adaptation au changement climatique.

Dans la session «concilier exploitation et préservation des ressources» une série d'initiatives avec un potentiel d'impact à déterminer pour la région, ont été relatées par les participants notamment : Berring Data Collective avec l'exploitation de la données issues de capteurs placés sur des flottes de navires de pêches dans le monde et permettant de suivre de manière relativement fine la situation des océans et soutenir l'évolution vers des pratiques de pêches durables ;

Ocean Basket Seychelles proposait une initiative commune des Seychelles, Maurice, Rodrigues et Comores pour rendre l'industrie de la pêche plus durable, notamment par une surveillance et l'ajout d'une règle dans les quotas pour que 1 kg de prises accessoires (bycatch) soit ramené à terre pour 4kg de prises ramenés, dans n'importe quel port de la région et remis aux autorités locales pour valorisation locale. Enfin a été souligné le fait que la décentralisation est essentielle pour l'économie bleue notamment en aidant les autorités locales à créer via de la démocratie participative locale des plateformes de gestion des espaces marins côtiers (pas en haute mer). C'est une évolution en cours mais lente, aux Seychelles cela a commencé.



MISE EN PERSPECTIVE - 1

Thématique « Océan et économie Bleue »

suite

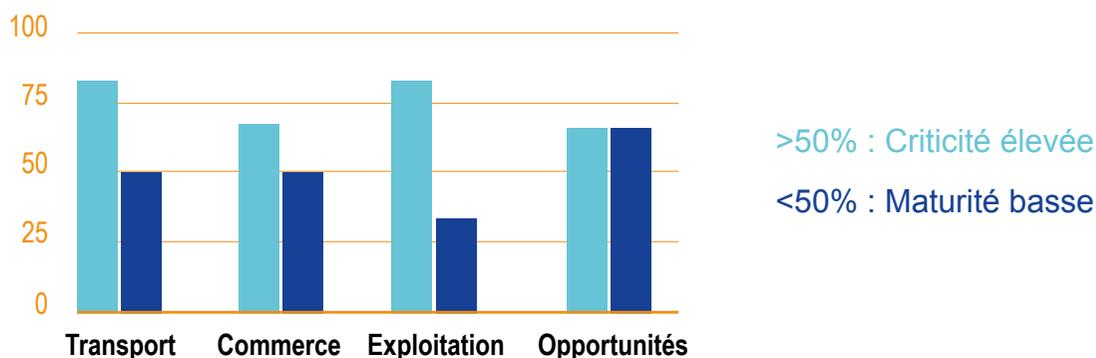


Finalement sur la session « Opportunités innovantes dans l'économie bleue » les recommandations appelaient à s'inspirer de ce qui a été fait pour les biotechnologies telle que la neutraceptique pour donner une impulsion plus forte aux biotechs marines. La complexité requiert une roadmap régionale avec :

- Une base de données régionale des entreprises et des variétés existantes Co-investissement pour acquérir les équipements de recherche, via des partenariats inter-îles
- Une pharmacopée de l'océan Indien
- Une masse critique qui serait atteinte via un partage des responsabilités et tâches entre les territoires de la zone : intégrer les acteurs privés et associatifs inter-îles, car peu d'acteurs installés dans la région
- Un centre de transfert des biotechnologies
- Accroître les zones communes de coopération dans la recherche

Une limite observée sur l'augmentation de la valeur ajoutée dans certains produits est que pour certains d'entre eux issus des biotechnologies marines, ils doivent être consommés avec une faible transformation pour conserver le maximum d'attributs.

ÉVALUATION DE CRITICITÉ ET MATURITÉ



CRITICITÉ

basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants



MATURITÉ

basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants sur les recommandations des participants et l'identification des enjeux organisationnels.





INTÉGRATION AVEC LA FEUILLE DE ROUTE CAPBOI 2021-2026

1. AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ MARITIME DANS NOS ÎLES

État des lieux des actions dans la zone océan Indien

- Participation aux réunions de la COI – Enhancement Maritime Connectivity.
- Suivi des consultations avec la CCI Mayotte – développement ligne maritime régionale
- Demande d'informations sur la création d'une ligne maritime régionale annoncée par la Région Réunion
- Demande d'informations sur la création d'une ligne maritime régionale annoncée par le gouvernement mauricien

Animation de référents au sein de chaque organisation membre

de Cap Business OI pour les tenir au courant des avancées dans la région

Création groupe de travail

pour co-construire le plan d'actions Connectivité maritime de Cap Business OI

2. AMÉLIORER LA CAPACITÉ DES ENTREPRISES À MIEUX INTÉGRER LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CAPITAL NATUREL DANS LEURS ACTIVITÉS

Étude d'impact des secteurs économiques prioritaires sur la biodiversité
(Tourisme, Agriculture et Construction)

Actions de Sensibilisation (cycle de conférence)

Renforcement des capacités des entreprises (webinaires, formations et coaching)

MISE EN PERSPECTIVE - 2

Thématique « Miser sur une approche régionale »

Pour cette seconde thématique, les sessions sur l'alimentation et le développement d'une offre touristique régionale durable, ont fourni l'occasion de comparer deux méthodes d'organisation des échanges. La première volontairement et essentiellement tournée vers le débat, la seconde suivant la pratique générale faite de présentations suivies de question-réponses.

La session sur la souveraineté alimentaire a permis de constater à nouveau la présence d'opportunités régionales devant être appréciées à l'aune des contraintes climatiques et géopolitiques. Les constats exposés lors du cadrage technique ont permis de préciser la problématique en ces termes : « quelles sont les conditions à réunir pour parvenir dans un premier temps à l'autosuffisance alimentaire dans les territoires de la région, afin de permettre dans un second temps de réunir les conditions d'une souveraineté alimentaire régionale ? ». L'un des éclairages sur la manière de procéder à rappeler que l'initiative n'est pas nécessairement étatique. Le secteur privé peut être un moteur. Mais une difficulté persiste pour avancer de manière concrète, en effet l'absence de données suffisantes sur la coopération économique en matière de sécurité alimentaire, notamment une cartographie des flux matières entre les territoires. C'est un frein au débat (malgré l'existence de partenariat et d'activités à l'échelle régionale entre acteurs privés). C'est donc une production de données nécessaire. À cette occasion CAPBOI a présenté ce forum et cette session précisément comme un point de départ pour sa feuille de route collective.

Il a été dit que CAPBOI pouvait construire la base de données régionales et animer le dialogue régional. Cependant la présence d'initiatives nationales (CCI et leurs plateformes d'information, sur le business, les produits disponibles notamment Maurice, Seychelles, CCIFM) nécessite une analyse préalable avant tout déploiement. Pour faciliter de futures extensions d'outils nationaux, il faudrait des webinaires régionaux pour organiser le partage d'expérience et se projeter collectivement vers les futurs forums.

L'un des sujets majeurs à couvrir dans les futurs partages d'information sur les systèmes alimentaires est celui des accords interprofessionnels, qui réunissent les conditions de viabilité socio-économique pour le développement de filières dans les territoires. Par exemple : des outils locaux sur la liberté d'écoulement et de fixation des prix sont actifs notamment à Madagascar et pourraient être renforcés pour passer à une échelle régionale. Le CIRAD voit là des projets d'intérêts immédiats car il reçoit souvent des demandes de remontée de données qui devraient être davantage à l'échelle du terrain et de opérateurs qu'à l'échelle macro-économique. En somme, le débat a permis de concentrer l'attention

MISE EN PERSPECTIVE – 2

Thématique « Miser sur une approche régionale » suite

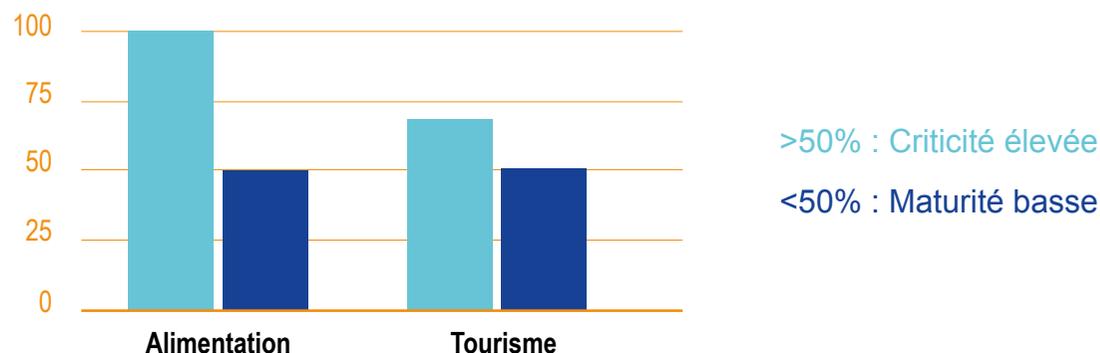


sur l'importance d'une collaboration entre CAPBOI et le CIRAD afin de trouver la bonne méthode d'intermédiation, garantissant la circulation des données utiles, évitant les doublons et permettant surtout de garder les entreprises au coeur des futures activités.

La session sur le développement d'une offre touristique régionale durable a démontré la richesse des initiatives locales et internationales, ainsi que les débuts d'une régionalisation des enjeux du tourisme durable. Les principaux défis étant liés à des niveaux de maturité des marchés touristiques et de moyens dédiés à la planification régionale, la problématique qui a émergé des échanges était la suivante : « comment faire du tourisme un sujet de développement durable régional sans restreindre la recherche d'objectifs communs minimaux à des logiques de certification et de performance économique ? ».

Parmi les recommandations collectives au bénéfice de la communauté du secteur privé, figurait un premier travail partant de la définition de tourisme durable jusqu'à la certification commune. Puis l'écriture d'un projet régional concret qui pourrait solliciter des fonds internationaux. Autre aspect : la veille sur les évolutions réglementaires du marché européen notamment pour la définition de la stratégie commune des îles de l'océan Indien.

ÉVALUATION DE CRITICITÉ ET MATURITÉ



CRITICITÉ
basée sur l'intensité du débat
et la jauge de participants

MATURITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants
sur les recommandations des participants et
l'identification des enjeux organisationnels.



MISE EN PERSPECTIVE - 2

Thématique « Miser sur une approche régionale »

suite



INTÉGRATION AVEC LA FEUILLE DE ROUTE CAPBOI 2021-2026

1. AMÉLIORER LA CAPACITÉ DE LA RÉGION À SE NOURRIR DURABLEMENT :

État des lieux des actions dans la zone océan Indien

La thématique alimentation est couverte à travers l'aspect résilience (Energie et Biomasse) et biodiversité avec notamment :

- Étude « Analyse des vulnérabilités et relance économique régionale »
- Sélection d'entreprises qui bénéficieront d'un accompagnement pour l'élaboration de leurs bilans carbone ou stratégie biodiversité

2. RÉFLEXION AUTOUR D'UN LABEL RÉGIONAL DU TOURISME DURABLE :

Diagnostic du développement du Tourisme durable

dans chaque île et au niveau régional (octobre – novembre 2022)

Consultation d'acteurs du secteur du Tourisme durable

réalisée dans chaque île entre octobre-novembre 2022

Réalisation d'un diagnostic final :

- Consultation avec tous les acteurs du secteur du Tourisme durable au niveau régional pour co-construire un plan d'actions (novembre - décembre 2022)

Mise en œuvre du plan d'actions :

- Recrutement d'un.e chargé.e de mission Tourisme durable pour mettre en œuvre le plan d'actions et rechercher le financement complémentaire (janvier 2023)
- Conférence sur le Tourisme durable en visio-conférence dans le cadre du cycle de conférence « Résilience » et constitution d'une base de connaissance sur le sujet au niveau régional

MISE EN PERSPECTIVE - 3

Thématique « Miser sur une meilleure inclusion des femmes et des jeunes dans l'économie »

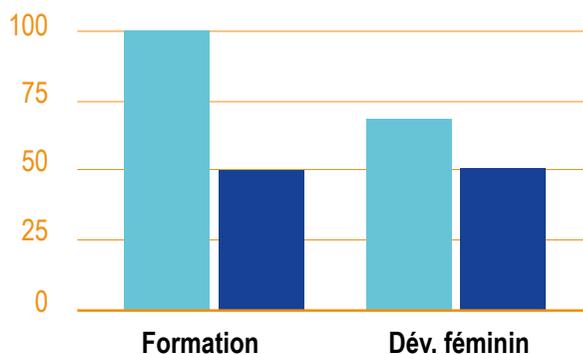
Les deux sessions sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans l'économie ont essentiellement porté sur l'entrepreneuriat et la notion de leadership féminin d'une part et la formation des jeunes à travers les outils des chambres de commerce et d'industrie présentes dans la région océan Indien.

Les problématiques précisées au cours des deux sessions, sans nécessairement aboutir à des recommandations en ligne directe, étaient les suivantes : « comment orienter les programmes de formation professionnelle et de mobilité régionale de manière à prioriser l'action sur les secteurs d'activités les plus en manque de main d'oeuvre ? » et « comment changer la perspective et limiter les risques s'ils existent, sur l'approche par le leadership mixte comme solution complémentaire de la représentation féminine dans les postes de direction ? ».

Dans l'analyse des défis respectifs il y a eu néanmoins des éléments transversaux appelant un travail commun nécessaire tels que : l'approche intergénérationnelle, interculturelle et au-delà du genre (homme-femme).

Des recommandations ont été principalement partagées dans la session sur la formation professionnelle en deux axes : l'exploitation de la complémentarité géographique et de contenus entre les organismes de formation professionnelle des CCI par l'intermédiaire de CAPBOI ; le plaidoyer commun pour faciliter la mobilité des jeunes notamment par la mise en place de visas spéciaux facilitant les stages et activités commerciales.

ÉVALUATION DE CRITICITÉ ET MATURITÉ



CRITICITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants

MATURITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants sur les recommandations des participants et l'identification des enjeux organisationnels.

>50% : Criticité élevée

<50% : Maturité basse

MISE EN PERSPECTIVE – 3

Thématique
« Miser sur une meilleure inclusion des femmes et des jeunes dans l'économie »

suite



INTÉGRATION AVEC LA FEUILLE DE ROUTE CAPBOI 2021-2026

1. DIAGNOSTIC DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA ZONE OCÉAN INDIEN ET MUTUALISATION POSSIBLE :

Diagnostic en cours (novembre 2022 – février 2023) :

- Étude pour l'identification de l'offre de formation dans le secteur du maritime (Appel d'offres en cours)
- Recherche de financement pour l'actualisation de l'identification de l'offre et besoins en formation dans le domaine du numérique (prise de contact avec ITCLO) en lien avec le comité numérique
- Demande auprès de partenaires de remonter leurs analyses au niveau local ou sectoriel – travaux menés en interne

Prise de contact auprès des acteurs de la formation dans la zone et des observatoires de l'emploi et de la formation

2. CO-CONSTRUCTION DU PLAN D' ACTIONS POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE RÉGIONALE (MARS – JUILLET 2023) :

Création d'un groupe de travail

Conférence virtuelle (intégré au cycle de conférences de CAPBOI)

Visite du centre de formation de la CMAR en avril 2023 pour envisager les coopérations/mutualisations possibles avec les autres îles

3. AMÉLIORER L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES AU SEIN DES ENTREPRISES DE LA RÉGION :

Conférence virtuelle prévue

Assistance technique au long-terme

Élaboration d'un plan d'action genre de Cap Business OI

Élaboration d'un plan d'action genre pour 3 organisations professionnelles membres de Cap Business OI



MISE EN PERSPECTIVE - 4

Thématique « Miser sur la décarbonation de nos activités économiques par une planification concertée »

L'unique session a révélé l'étendue des difficultés à transitionner vers une économie bas-carbone à l'échelle des territoires et donc de la région. Les contraintes énergétiques et de matériaux vont considérablement compliquer les trajectoires en cours de modélisation et forcer les décideurs publics et privés à faire des choix drastiques pour les prochaines décennies, sans pour autant garantir d'atteindre les objectifs des Accords de Paris sur le climat (2015) qui précisaient la nécessité de réduire de 100 % les émissions de carbone d'ici 2050 pour limiter l'augmentation de la température mondiale à de 2 degrés Celsius.

Face à ce constat, la problématique permettant d'éclairer les acteurs régionaux quand à la réflexion et les actions à mener, s'oriente vers un changement dans la logique des marchés régionaux concernant l'acquisition et la transformation des matériaux permettant une transition vers une économie bas-carbone et circulaire.

Le débat ayant suivi les interventions de cadrage technique, a très bien illustré le besoin de pivot dans l'approche des marchés régionaux et dans la planification du développement par les autorités publiques. L'exemple du CIRBAT Réunion (construction) a montré que des organisations de cette nature était déjà en cours de travail préparatoire sous contrainte matérielle précisément sur la construction durable et la gestion des déchets où il n'est plus question de démolition mais de «déconstruction» ; leurs travaux portent notamment sur quatre ressources naturelles bio-sourcées dont la bagasse, le vétiver, le bois de goyavier tous considérés comme de nouveaux matériaux pour le secteur de la construction. Un exemple renvoyant à la problématique des marchés régionaux puisque la bagasse devant connaître une explosion de la demande régionale est déjà à 100 % valorisée pour la production d'énergie à La Réunion et à Maurice. Cette réalité des usages en concurrence, pousse à s'interroger sur la nécessité d'un marché régional de la biomasse.

Concernant les recommandations des participants, la recherche du bon mode de portage et de gouvernance, des outils les plus utiles à ces futurs chantiers régionaux, ont fait dire à certains qu'il fallait pouvoir ancrer une réflexion et une capacité de propositions de CAPBOI pour structurer ces sujets d'intérêts, sans nécessairement raisonner en termes de marchés économiques.

Dans ses conclusions, la session convenait que la mesure de données n'était probablement pas la meilleure porte d'entrée car un frein à l'action ; qu'il fallait tout de même se poser la question des be-

MISE EN PERSPECTIVE - 4

Thématique « Miser sur la décarbonation de nos activités économiques par une planification concertée »

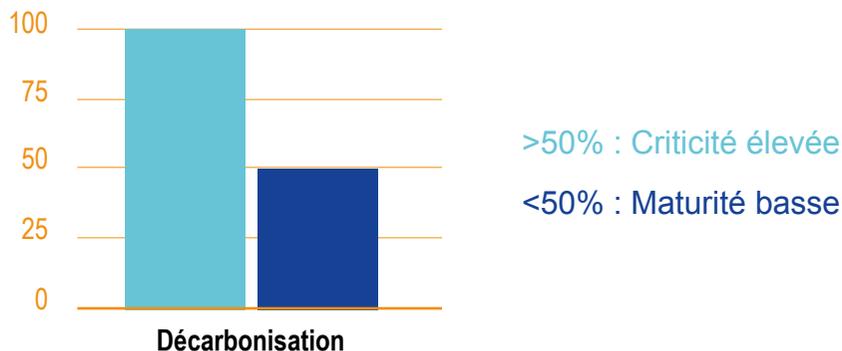
suite



soins pour les hiérarchiser et organiser la sobriété énergétique notamment par le dialogue plutôt que de focaliser l'attention sur la décarbonation du mix énergétique, à travers les plateformes de dialogue régional dont CAPBOI a la mission de créer. Il apparaissait également nécessaire de valoriser les données existantes dont la cartographie des matériaux disponibles comme cela se fait pour le secteur BTP, dans une logique d'intensification d'usage des matériaux avec l'analyse de cycle de vie. Enfin procéder pour le secteur privé à un équilibre entre performance et résilience des activités avec une maîtrise du cycle de vie des produits.

Ces premiers chantiers permettraient de faciliter l'émergence d'une logique de marché guidée par la capacité à acquérir et transformer des matériaux, avec l'usage comme valeur de référence du marché régional.

ÉVALUATION DE CRITICITÉ ET MATURITÉ



CRITICITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants

MATURITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants sur les recommandations des participants et l'identification des enjeux organisationnels.



**MISE EN
PERSPECTIVE - 4**
Thématique
« Miser sur la
décarbonation de nos
activités économiques
par une planification
concertée »
suite



INTÉGRATION AVEC LA FEUILLE DE ROUTE CAPBOI 2021-2026

1. METTRE EN COMMUN POUR PROMOUVOIR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS LA RÉGION

Cycle de conférences dès février 2023 pour mettre en avant les opportunités de coopération et de circularité dans la région océan Indien (biomasse, gestion des déchets etc)

Création d'un groupe de travail sur l'économie circulaire dans la région incluant les organisations professionnelles et opérateurs privés

Étude sur les opportunités existantes en matière d'économie circulaire dans la région

2. ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DE LA RÉGION DANS LEURS STRATÉGIES BAS- CARBONE :

Appel à candidature en cours pour le recrutement de consultants qui accompagneront une vingtaine d'entreprises de la région dans l'élaboration de leurs bilans carbone et un plan de risque

Création d'un groupe de travail sur les stratégies bas-carbone

Mise en réseau des entreprises bénéficiaires de l'accompagnement bilan carbone

MISE EN PERSPECTIVE - 5

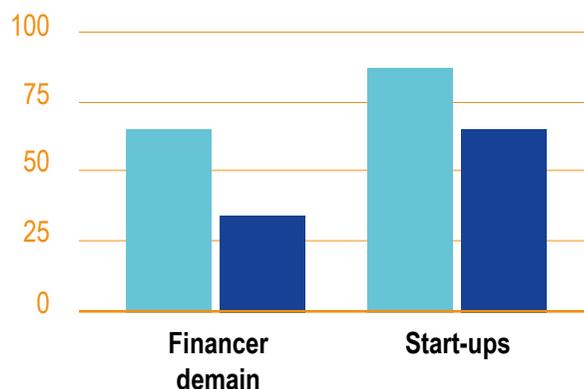
Thématique « Financer et accompagner »

Les deux sessions sur le financement des projets ont eu le mérite d'exposer des positions complémentaires entre les organismes de financement traditionnels, les bailleurs institutionnels internationaux, les financements alternatifs.

Les défis du financement des projets à impact social et environnemental, élaborés pendant l'ensemble des débats, se rejoignent dans le besoin permanent d'une approche systémique. En effet il s'agit, quelque soit la solution de financement présentée, de composer et pallier aux manquements de l'environnement dans lequel l'entrepreneur va évoluer. C'est donc une focalisation des recommandations qui a porté sur l'harmonisation de l'information et la valorisation des solutions de financements, jusqu'à l'organisation d'évènements (challenges, conférence, etc) visant à expliciter et expérimenter des accompagnements croisés, à défaut de one-stop shop permanent.

Dans les observations du public figurait aussi la possibilité, à étudier par CAPBOI, de faciliter l'analyse croisée de projets de start-up avec des partenaires, pour permettre non seulement leur financement mais également pour entraîner des externalités positives et l'implication d'autres activités entrepreneuriales particulièrement dans une perspective d'économie circulaire.

ÉVALUATION DE CRITICITÉ ET MATURITÉ



CRITICITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants

MATURITÉ
basée sur l'intensité du débat et la jauge de participants sur les recommandations des participants et l'identification des enjeux organisationnels.

>50% : Criticité élevée

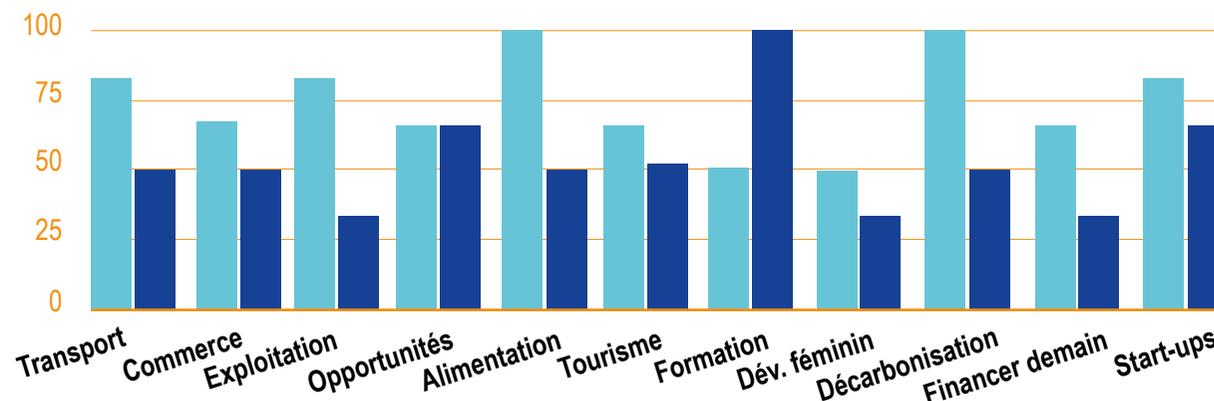
<50% : Maturité basse

**MISE EN
PERSPECTIVE – 5**
Thématique
**« Financer
et accompagner »**

INTÉGRATION AVEC LA FEUILLE DE ROUTE CAPBOI 2021-2026

**ÉTAT DES LIEUX DES INCUBATEURS ET ORGANISMES
ACCOMPAGNANT LES PORTEURS DE PROJET & MISE EN RÉSEAU DES INCUBATEURS**

CONCLUSION – 1



Avec l'ensemble des informations compilées et analysées, il est aisé d'apprécier la complexité qui naît des thématiques et des attentes exprimées par les participants.

Au cours de cette 13^e édition du Forum Économique des Îles de l'Océan Indien, certains sujets ont émergé comme plus critiques tandis que d'autres se révèlent plus matures pour le traitement au niveau de CAPBOI et futurs exercices collectifs dont la 14^e édition du FEIOI prévu à Mayotte en 2024.

Pour ce qui est d'une convergence de sujets à la fois critiques et matures, il apparaît qu'il y ait davantage un équilibre tel que l'indique le tableau.

■ CRITICITÉ EST LA PLUS ÉLEVÉE SUR :

- Souveraineté alimentaire
- Décarbonation
- Connectivité & transport maritime
- Exploitation & préservation des ressources naturelles
- Financer les transitions

■ MATURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE SUR :

- Formation professionnelle
- Opportunités d'innovation dans l'économie bleue
- Accompagner les particuliers et les start-ups

CONCLUSION -2

La feuille de route 2021-2026 de Cap Business Océan Indien (CAPBOI) continue de se construire d'un point de vue opérationnel notamment par l'enrichissement au cours des éditions annuelles du FEIOI.

Les prochaines éditions permettront de constater les avancées collectives et d'affiner la stratégie du secteur privé régional face à l'ensemble des défis.

Avec des secteurs prioritaires (Tourisme durable, Economie Bleue, Connectivité maritime, Agriculture durable, Construction et Energie) et des marqueurs transversaux (Inclusion et Egalité, Stratégies bas-carbone, Economie circulaire et Biodiversité), CAPBOI a également identifiés des axes de travail communs (Communication/Sensibilisation, Entrepreneuriat, Accompagnement d'entreprises/projets, Formation professionnelle, Cadre régional/Observatoire, Financement, Certification/Label) et des actions et activités ont été conçues pour leurs mises en œuvre ; tel que cela a été résumé dans la partie « mise en perspective » du rapport.

En présence de ces multiples attentes, l'équipe de CAPBOI est à pied d'œuvre dans leur traitement soit par l'approfondissement des réflexions, expérimentations et dialogues à organiser notamment par un cycle de conférences intitulées « Résilience ».

Alors rendez-vous aux prochaines rencontres !